

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE

N° 487, 1,50 F
JEUDI 4 MARS 1971



BATIGNOLLES



le patronat
perd une manche

Au sommaire

Congrès

Lors de son dernier Conseil national, le P.S.U. a adopté un programme d'action pour la période présente. Pour son VII^e Congrès, il s'agira de replacer ce programme dans une visée stratégique générale de transition vers le socialisme. En publiant intégralement le document préparatoire élaboré par la Direction politique nationale, la rédaction de Tribune a conscience de livrer à ses lecteurs un instrument de réflexion important (page 9).

Municipales

De nombreux lecteurs se sont émus de la diversité apparente des alliances conclues par le P.S.U. pour les élections municipales. Mais, comme le montre Georges Gontcharoff (page 16), la diversité est celle des situations et ne se situe pas sur le terrain politique. Sur ce plan, quelles que soient les parties contractantes, les thèmes développés sont les mêmes. A Paris, la bataille sera particulièrement significative (page 17). Au cours d'un meeting, la Fédération du P.S.U. et Lutte Ouvrière se sont expliquées sur leur décision de présenter une liste dans chacun des secteurs de la capitale.

Faulquemont

Ce n'est pas drapeau en tête mais la rage au cœur que les mineurs ont repris le travail. Jean-Yves Romo, qui a suivi pour Tribune toute cette lutte sur place, s'interroge sur les raisons de l'échec (page 14). Pourtant, les conditions étaient au départ favorables. C'est donc bien qu'il y a des leçons à tirer et ce n'est qu'à ce prix que la troisième et prochaine grève sera un succès.

Batignolles

Indiscutablement, le patronat nantais a reculé. Mais cette longue grève aura montré à la fois la force de la combativité à la base et les limites d'une lutte trop localisée. C'est ce qu'analyse notre correspondant en page 15.

TRIBUNE CULTURELLE

Cows-boys en déclin

Alain Moutot

Le Far-West n'est plus ce qu'il était. La silhouette du cavalier se découpe encore dans l'incendie du couchant. Mais le fier justicier, défenseur du droit et surtout de la propriété, a perdu sa superbe. Le monde de l'ouest se meurt, ou pire : il ne sert plus que de décor qui ne fait qu'aviver la mélancolie et le regret.

Un goût de fiel

C'est la fin du siècle dernier et l'époque où les grandes compagnies s'acheminent vers l'exploitation quasi industrielle de l'agriculture et de l'élevage. Finies les grandes courses dans la prairie ! La capture et le dressage des chevaux perdent d'autant plus de leur utilité que le chemin de fer supplante définitivement le cheval comme moyen de déplacement. L'élevage intensif sur place du bétail rend vaines les grandes transhumances, le souffle de l'aventure s'est calmé.

Restent les hommes, les laissés pour compte qui patissent de ces transformations. Il y a parmi eux Pat (Jack Palance) et Monte (Lee Marvin). Leurs manières fortes cachent mal une sensibilité toujours à fleur de peau. La morte-saison de l'élevage augmente : plus d'embauche dans les ranches qui disparaissent... Or, le mode de vie des deux compères est physiquement lié à l'ancienne économie. « Le capital a remplacé l'argent » et le chômage conduit la plupart des anciens vachers sans emploi au banditisme et au meurtre. Pat accepte d'épouser la veuve d'un quincailler et il trouvera la mort au bout de son propre reniement ; Monte refuse la vie réglée même s'il n'est pas insensible aux charmes de la prostituée en déclin (Jeanne Moreau) qui la lui propose. Même attitude de refus devant les offres d'un producteur de rodéos qui tente de récupérer à son profit cet amour pour le dressage des chevaux.



Le dur job du vacher

Cette ballade de la fin de l'Ouest nous est contée par la caméra très intimiste de W.-A. Fraker dans « Monte Walsh ». Pour cela, il joue en demi-teinte des couleurs comme un cow-boy d'un harmonica. Sur la structure et le rythme du film déteignent à la fois la langueur de la complainte nostalgique et les moments forts du travail journalier des cow-boys. Du reste des accents très réalistes insistent sur la privation, la soif, la sueur et la poussière. Le travail constitue avant tout un gagne-pain et non pas une partie de plaisir. Ce retour à l'essentiel, à une réalité vraiment vécue re-

présente une remise en cause des légendes sur les merveilles de la vie au grand air transmises par les nombreux films du même genre. Pourtant tous les ingrédients du western traditionnel (saloons, entraîneuses, bagarres) alimentent « Monte Walsh », simplement ils sont restitués à leur vraie place.

L'action du film de W.-A. Fraker se situe au temps où va prendre naissance la saga de la conquête de l'Ouest. Cependant, avec cette nostalgie d'un passé plein de promesses comparé à une réalité aliénante, ce western moderne présente, tout en nuances, quelque chose qui ressemble fort à un constat d'échec dans l'Amérique d'aujourd'hui.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27 000 exemplaires

Éditions du P.S.U.

**PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME**

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -
PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

PAYSANS EN LUTTE

ORGANE DE MASSE DES
TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE
2 F l'exemplaire

Vous pouvez le commander pour
la vente militante à :

• T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e

Abonnez-vous en envoyant vos :

Nom

Prénom

Adresse

Profession

à • T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e.

**PAYSANS
EN LUTTE**

bulletin
pour l'action
des travailleurs
de l'agriculture

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Fantasia
chez les ploucs**

Un film de Gérard Perez avec
Lino Ventura, Mireille Darc
Jean Yanne et la participation
de Jacques Dufilho

En un combat douteux

Georges Gontcharoff

En 1965, en dehors de la volonté de redonner vie à la démocratie locale, le P.S.U. n'avait guère approfondi la liaison entre l'échéance électorale municipale et sa stratégie générale. Nous nous plaçons alors dans une perspective de « gauche nouvelle » qui, tout en contestant la gauche traditionnelle, s'inscrirait dans une alliance possible avec elle, sur des termes unitaires assez classiques. La Direction nationale d'alors laissa le champ libre aux directions fédérales, à l'intérieur de cette enveloppe assez vague.

Depuis 1965, nos partenaires de la gauche n'ont pas changé. En dépit de toutes les contradictions rencontrées, en particulier au moment des dernières élections présidentielles, le Parti communiste demeure sur la ligne de la « démocratie avancée » grâce à « une large union des forces ouvrières et démocratiques ». Ce choix le conduit de plus en plus à embarquer des alliés douteux, non seulement les sociaux-démocrates ou les radicaux les plus compromis qui retrouvent ainsi leur virginité, mais encore des « démocrates » sincères ou non, des « représentants des couches catholiques », étiquettes commodes dans de nombreuses villes pour masquer des centristes non repentis. Le Parti socialiste, dans le domaine électoral, pas plus que dans les autres, n'a rien de nouveau : il continue d'étaler sans complexe ses alliances contradictoires. En dehors de son aile gauche, la Convention se vend au plus offrant, entraînée par ses carriéristes. Non, le paysage n'a hélas pas changé. C'est nous, au P.S.U. qui ne sommes plus les mêmes qu'en 1965.

Nos exigences se sont essentiellement approfondies sur deux points. La première exigence est celle de la rigueur. Appuyés sur les acquis de notre V^e et surtout de notre VI^e Congrès, avec nos 17 thèses, ayant intégré les leçons du mouvement de mai, ayant modifié notre composition sociologique et éliminé la plus grande partie de nos sociaux-démocrates, nous avons considérablement avancé dans la réflexion relative à la place des élections dans la stratégie d'un mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire, en l'occurrence, à la place des municipalités dans notre combat général. Nous avons de mieux en mieux souligné les limites étroites du pouvoir municipal et la nécessité de lutter contre le capitalisme faisant irruption dans le cadre de vie et contre l'État capitaliste, tuteur centralisé, qui en est l'expression. Nous avons développé une conception offensive de la vie municipale, acceptant de gérer le mieux possible pour le service des travailleurs, mais allant au-delà de la gestion, n'ayant pas peur de mettre en œuvre une stratégie de rupture, pouvant aller jusqu'à des conflits ouverts avec la légalité capitaliste et étatique. Nous avons affirmé vouloir freiner sinon empêcher l'intégration des municipalités au système économique et politique en les faisant sortir du cadre gestionnaire étroit qui leur est volontairement imparti par la société bourgeoise. C'est tout cela que le Parti communiste a essentiellement rejeté dans notre négociation nationale, après avoir semblé céder, au début du mois de décembre, puis être revenu sur ses concessions, en désavouant sa délégation. On ne peut certes pas réaliser la « large alliance des forces ouvrières et démocratiques » sur un programme très offensif, mais sur une plate-

forme non pas révolutionnaire, ni même socialiste, mais seulement démocratique, mais seulement républicaine.

La deuxième exigence est celle de la cohérence. Nous avons voulu que la ligne définie nationalement de manière démocratique soit suivie par tous, et le contrôle de la Direction nationale sur les sections et sur les fédérations s'est effectué de manière efficace.

Car partout nous présentons le même visage en dépit de la diversité des alliés. Ce sont sur les mêmes bases politiques relatives au rôle des municipalités et à la limite des alliances que nos sections ont négocié partout. Dans toutes les communes nous avons présenté des textes voisins et si nous avons recueilli des réponses contradictoires, c'est parce que nos partenaires n'ont pas présenté la même cohérence. En effet, si dans certaines villes, nous sommes alliés avec le P.C. et non avec le P.S., c'est que l'un a fini par comprendre notre argumentation, a signé avec nous un protocole d'accord que nous estimons correct et qui reprend parfois, mot pour mot, les termes de l'accord national qui aurait pu être signé avec les communistes, si ceux-ci n'étaient pas revenus en arrière, et que l'autre n'a pas voulu venir sur cette ligne. Si dans telle autre ville nous sommes alliés avec le P.S. et non avec le P.C., c'est que la situation était inverse, non à partir d'un marchandage électoral, mais à partir du critère essentiel que nous avons exigé : celui des bases politiques. Dans les cas les plus nombreux nous n'avons obtenu de réponse satisfaisante ni du P.C. ni du P.S. Quand nos forces locales nous le permettaient, nous avons donc envisagé d'aller à la bataille avec des alliés locaux, politiques ou non, syndicalistes, animateurs populaires, parfois des G.A.M. quand leur option socialiste, et leurs personnalités, étaient sans ambiguïté. Ces listes d'union populaire qui comportent quelquefois la présence de Lutte Ouvrière seront en définitive de loin le « cas figure » le plus fréquent.

Il faut comprendre qu'une telle orientation nous conduisait à nous opposer à de nombreux adversaires.

Les tenants de la social-démocratie restaient sur une base purement électoraliste, les dosages de sièges ayant beaucoup plus d'importance que les bases politiques. Les tenants de l'unitarisme sentimental, les compagnons de route du P.C. avaient aussi tendance à attacher une trop faible importance aux termes de l'éventuel accord, arguant de la nécessité impérieuse de l'union à tout prix. Certes, nos commissions de contrôle ont largement tenu compte du danger de la droite pour accorder quelques alliances « à gauche », mais elles ne l'ont fait que lorsque, en même temps, nous avons obtenu sur les textes un minimum de garanties politiques. Le fait que nous ayons eu encore en notre sein quelques sociaux-démocrates et quelques crypto-communistes explique les quelques rares « bavures » — trois maires perdus et une douzaine de conseillers municipaux. Mais il fallait aussi se battre contre le technocratisme qui attachait plus d'importance aux bons dossiers locaux qu'à la signification politique générale de la bataille municipale, contre un autre électoralisme quelque peu « gauchiste » qui

se conjugant en d'autres endroits avec une « timidité » politique, poussait certaines de nos sections et de nos fédérations vers un malthusianisme qui explique certaines de nos absences regrettables.

En définitive, ces affrontements parfois difficiles, nous ont apporté une importante clarification politique et manifestent, sur ce terrain dangereux, la cohérence de nos militants. Nous présentons moins de candidats, nous ne courons pas après les sièges, mais il nous semble que nous compensons largement en qualité, c'est-à-dire en signification politique, ce que nous acceptons de ne pas gagner en quantité, c'est-à-dire en compromissions.

L'AMOUR APRES 40 ANS



D^r LAGROUA WEILL HALLE / D^r VALENSIN
EDITIONS GUY DE MONCEAU

Ce n'est pas à la fréquence du désir que se mesure un amour, mais à la perfection de l'acte qui l'épanouit.

On a cru longtemps que l'amour et la sexualité étaient l'apanage de la jeunesse, aussi l'ignorance des problèmes de la sexualité est-elle grande chez les plus de 40 ans. Comment pourrait-il en être autrement puisque leur éducation a délibérément méconnu ces questions ?

L'ouvrage qui comble une telle lacune a pour auteurs :

- Le Dr LAGROUA WEILL HALLE, spécialiste des problèmes du couple ;
- Et le Dr VALENSIN, éminent sexologue dont les livres font autorité en France et à l'étranger.

QUELQUES-UNS DES CAS EXPOSES

Que faire avec un mari cardiaque ? La fréquence des rapports à l'âge mur. Un couple peut-il revivre après de longues années de séparation, l'amour de ses vingt ans ? Un mari dont la virilité baisse alors que sa femme s'épanouit. Comment compenser les troubles sexuels après l'ablation des ovaires ? La ménopause et les satisfactions solitaires. Le renouveau sexuel chez les vieux couples. Que faire lorsque les désirs ne persistent que chez un seul des deux conjoints ? La contraception après 40 ans. La jalousie de la ménopause. Les obsédés sexuelles.

Des lettres confidentielles sur la sexualité des plus de 40 ans.

Vente à nos bureaux ou par correspondance.

EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, Paris 17^e. WAG. 34-62.

Paiement par chèque, mandat, C.C.P. PARIS 6747-57, France ; à la commande : 25 F

BON

à nous retourner pour l'envoi par poste.

Veillez m'adresser ... exemplaires de

« L'Amour à 40 ans ».

Nom

Adresse

Mode de paiement choisi

Trib. Soc.

Le sergent de ville est le gardien de la liberté

Une omission malencontreuse rendait incompréhensible l'article sur la répression de la manifestation du S.R. à Marseille, dans le numéro 46 de T.S. (page 18). En effet nous n'avons fait paraître que l'extrait du journal local du P.C.F. « La Marseillaise » qui devait à sa manière illustrer le corps de l'article que nous avons omis d'imprimer et dont voici le texte intégral.

Alors que le Secours Rouge avait convoqué mercredi 18 février à un rassemblement pour protester contre le génocide commis en Indochine par les troupes U.S. et qu'il en avait demandé l'autorisation à la préfecture, il eut la surprise de trouver sur place les fameuses brigades spéciales d'intervention. Sans sommation, elles ont chargé avec sauvagerie un tout petit groupe qui se formait sur la Canebière, en s'acharnant particulièrement sur les jeunes qui passaient par là, qu'ils soient

employés, travailleurs, étudiants ou lycéens. A croire que le seul fait d'avoir moins de 25 ans est un motif suffisant aux yeux de notre police pour passer la nuit dans ses locaux sordides.

Mais ce n'est pas tout. Elle inculpe Dominique Blondeau, président de l'A.G.E.M. et membre du P.S.U., parce qu'il défendait les personnes qui avaient entendu l'appel du Secours rouge et toutes celles qui se trouvaient sur la Canebière et qui étaient ratonnées avec une incroya-

ble sauvagerie. Résultat : un mois de prison ferme et 3 avec sursis parce qu'il usait de son droit de légitime défense contre l'agression des flics — comme Richard Deshayes à Paris — alors que la préfecture n'avait même pas publié de motif d'interdiction.

Le plus scandaleux n'est pas l'attitude de la justice dont nous n'avons rien à attendre, mais celle de la presse qui se dit démocratique (voir ci-contre l'article de « la Marseillaise »). Messieurs de « la Marseillaise », vous qui parlez de provocation, oublieriez-vous qu'en l'occurrence la provocation c'est l'agression impunie des troupes U.S. en Indochine et l'interdiction de fait par la préfecture qui n'a même pas pris la peine de prévenir les organisateurs du rassemblement ? Messieurs de « la Marseillaise », vous qui vous en réclamez, oublieriez-vous que c'est les

armes à la main que les peuples d'Indochine défendent leur liberté ?

Et alors que Dominique Blondeau défend la population marseillaise contre les flics, défend en fait tout simplement la liberté de manifester son opinion, vous vous permettez de dire dans son dos que son geste est une provocation gratuite !

Mais rien de ce qui touche à la défense du peuple n'est gratuit. Vous devriez le savoir. Ce sont les Communistes de Paris, dont vous célébrez pourtant le centième anniversaire, qui nous l'ont appris, eux qui n'ont pas hésité à prendre les armes et à monter des barricades pour défendre la première république ouvrière française contre l'armée prussienne qui avait fait l'union sacrée avec les réactionnaires français. A moins que vous ne considériez la Commune de Paris comme une immense provocation ! □

A bas l'arrêté fasciste!

Bernard Parent

L'Alsace a bien de la chance... Nous avons déjà le deuxième flic de France en la personne de Bord, voilà maintenant que nous venons de découvrir un successeur éventuel de Marcellin, si celui-ci devait se révéler trop modéré. Cette perle rare c'est le préfet Verdier qui vient de publier le 8 janvier un arrêté auprès duquel la loi anticasseurs apparaît comme un modèle de libéralisme...

Les libertés bafouées

Les libertés les plus élémentaires y sont délibérément bafouées.

— La liberté d'expression : interdiction de distribuer quoi que ce soit à peu près partout. Tracts, journaux, brochures, dessins, photos et tous objets quelconques aux abords des édifices du culte, des établissements d'enseignement, des bâtiments administratifs, des gares, des marchés, des grandes usines, des salles de spectacle, etc ;

— La liberté de circulation : il suffit d'avoir dans sa poche un tract, un journal, un dessin, une photo ou un objet quelconque, de s'arrêter et de parler avec deux copains pour tomber sous le coup de la loi. Subtilité suprême : il est interdit de provoquer un rassemblement quelconque même non intentionnellement ; deux flics arrivent et voilà un rassemblement quelconque.

Cet arrêté est un modèle d'imprécision, mais, pour nous, ses buts sont clairs.

Le préfet met au point

Mais voilà que le préfet « met au point ». On lui prête paraît-il de mauvaises intentions... et puis ça n'est pas lui qui est à l'origine de

cet arrêté mais les syndicats et les partis qui ont demandé l'abrogation d'un décret de 1938... Ensuite il précise que le texte sera appliqué de manière libérale (on lui fait confiance...). Enfin le 24 février il sort un nouvel arrêté précisant si l'on peut dire que celui du 8 janvier ne serait appliqué que dans la mesure où la libre circulation sur la voie publique ne serait pas respectée et dans la mesure où l'ordre public serait en danger (l'ordre capitaliste). Pour nous, les choses ne sont que plus claires. Nous voyons qui est visé.

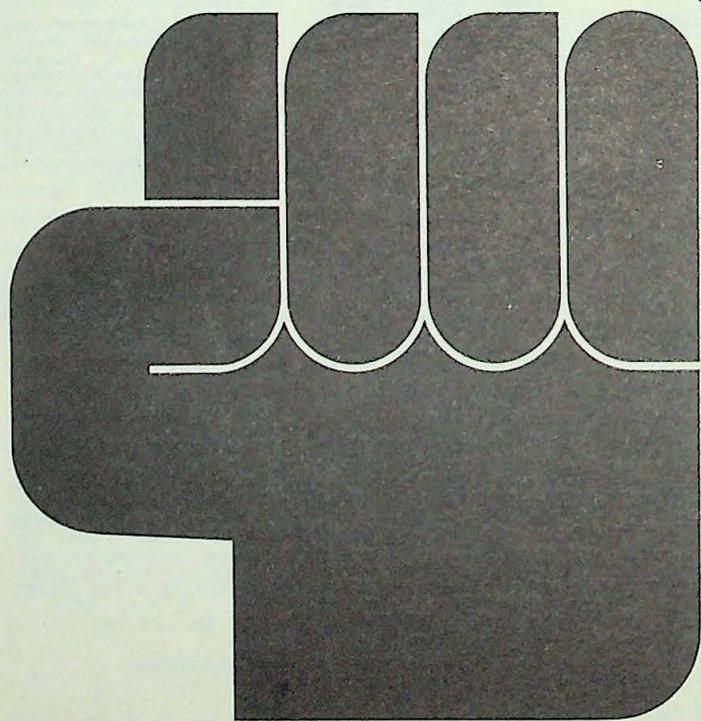
Riposte de masse

Les partis de gauche (P.C., P.S., C.I.R.) et les syndicats de la C.G.T. à la C.F.T.C. se sont limités pour l'instant à une protestation auprès du préfet qui a assuré que... etc. Nous pensons que seule une riposte massive permettra de relever le défi du préfet et l'obligera à reculer. Le Secours Rouge a entamé une vigoureuse campagne contre l'arrêté fasciste. Les manifestations de lycéens se sont faites sur les thèmes : Liberté pour Guiot, A bas l'arrêté fasciste.

Le Secours Rouge a distribué un premier tract à 20.000 exemplaires. Jeudi 25 Février, 150 de ses militants ont distribué le texte de l'arrêté au centre de la ville. Le préfet n'a pas osé faire intervenir sa police. Dans les jours prochains une manifestation sera organisée par le Secours Rouge pour exiger l'abrogation de cet arrêté.

Après la loi anti-casseurs l'Alsace sert-elle de test pour le pouvoir ? Va-t-on vers une nouvelle fournée de lois répressives ? Le devoir de tous les militants révolutionnaires d'Alsace est d'arrêter dans l'œuf cette nouvelle tentative de fascisation. □

SYNDICATS, REFORMISME,
LUTTES REVOLUTIONNAIRES



ABRAHAM BEHAR • ROBERT CHEVALLIER • SERGE DEPAQUIT • CHRISTIAN FELIX • HENRI GUILLOU • FREDO KRUMNOW • BERNARD LAMBERT • ROGER PANAGET • JACQUES SAUVAGEOT • DES MILITANTS DE LA SNCF • DES HOUILLERES • DE CATERPILLAR • BERLIET • L'IFP • LA REDOUTE • RHODIACETA • SCNECMA • ENTREMONT...

QUE FAIRE

CAHIERS DU CENTRE D'ETUDES ET D'INITIATIVE REVOLUTIONNAIRE N° 6 FÉVRIER 1971 PRIX : 5 F

Abonnements (1 an) 6 nos 28 F, de soutien à partir de 50 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre de «Que Faire» CCP La Source 31.56897, 71 rue Dulong Paris 17e

Séguy découvre la démocratie syndicale

André Barjonet

Parlant le 22 février dernier à Grenoble, devant les métallurgistes de la C.G.T. réunis en congrès, Georges Séguy a reconnu qu'il y avait encore un assez long chemin à parcourir avant que la première centrale syndicale française soit vraiment démocratique. Georges Séguy n'a pas hésité à se demander si les dirigeants de la C.G.T. n'avaient pas, à tous les niveaux, une tendance « à penser à la place des travailleurs », à « imposer » leurs conceptions « plutôt que de chercher à convaincre » ?

Allant encore plus loin le secrétaire général de la C.G.T. va jusqu'à dénoncer « ces pratiques et habitudes qui recèlent parfois une certaine intolérance envers ceux qui ne pensent pas comme nous », pratiques et habitudes qui « tournent le dos à une conception large de la démocratie syndicale et ouvrière... ».

La palme de la sottise

Cela dit, que penser d'un tel discours ? Une fois de plus la plupart des « spécialistes » du P.C.F. et de la C.G.T. qui, en fait, ignorent tout du mouvement ouvrier ont émis à ce sujet les hypothèses les plus rocambolesques. La palme revient indiscutablement au « Nouvel Observateur » de cette semaine qui base toute sa théorie (Séguy contre le P.C.F.) sur le fait que « L'Humanité » a censuré le discours de Séguy. Le seul malheur est que « L'Humanité » du 27 février en a publié le texte intégral, encore beaucoup plus dur sur l'absence de démocratie à la C.G.T. que les extraits du « Nouvel Observateur »... La thèse du conflit avec le P.C.F.

est d'autant plus sotte qu'au cours des vingt dernières années (et notamment, en 1958) Benoit Frachon a souvent tenu des propos assez proches de ceux de Séguy. Celui-ci il est vrai, a été nettement plus loin ! Pourquoi ? Avant tout parce qu'il ne pouvait pas faire autrement ?

Une manœuvre de charme ?

Pour qui connaît, aujourd'hui la situation réelle dans les usines il n'est pas besoin de chercher bien loin pour comprendre le mouvement de révolte des ouvriers contre les méthodes bureaucratiques de direction syndicale. Ce mouvement n'est pas du tout limité aux « gauchistes » : il comprend tous les jeunes mais commence à gagner aussi l'ensemble des travailleurs. A ce sujet, la lutte des ouvriers des Batignolles où la C.G.T., majoritaire, n'a pas réussi à empêcher la grève est significative.

C'est une leçon qui a dû être durement ressentie rue La Fayette.

La manœuvre de Séguy est donc tout à fait classique : pour éviter d'être débordé il a préféré prendre les devants et recueillir ainsi les fruits de sa « franchise ». C'est d'ailleurs pour des raisons du même ordre — encore que moins urgentes — que Frachon était parfois intervenu dans le même sens au cours de ces dernières années.

Toutefois, la manœuvre de Séguy ne s'arrête pas là ! Ce n'est évidemment pas un hasard si elle s'est produite au moment où l'on annonçait le départ d'Eugène Descamps du secrétariat général de la C.F.D.T. et si elle a eu lieu en présence de Jean Maire, dirigeant de



RENOU.



la fédération des métallurgistes de la C.F.D.T.

L'« ouverture » démocratique et libérale de Séguy est, de toute évidence, une manœuvre de charme à l'égard de la C.F.D.T. que l'on ne désespère toujours pas d'entraîner dans la tactique des prétendues « journées d'actions » et autres luttes classiques et usées dont les ouvriers ne veulent pas.

La bonne voie

Mais cette « ouverture » c'est aussi une fermeture : au moment même où il se montre le plus « démocrate » Séguy condamne, une fois de plus et avec brutalité, le

« gauchisme ». De ce point de vue le congrès de Grenoble a d'ailleurs été parfaitement orchestré et Jean Maire pouvait écouter, tour à tour, les amabilités de Séguy et les virulentes critiques de délégués de la « base » sur le gauchisme de la C.F.D.T. et son aventurisme aux Batignolles !...

De toutes ces manœuvres les ouvriers n'ont que faire ! Les grosses astuces du camarade Séguy ne les concernent pas. Ce qui reste, malgré tout, de ce discours c'est un **aveu**, une **confirmation** et une **inquiétude**. Quelles qu'en soient, en définitive, les raisons, Séguy a été **obligé** de reconnaître le bien fondé de nos critiques sur ces pratiques et habitudes de la C.G.T. « qui tournent le dos à une conception large de la démocratie syndicale et ouvrière ».

Bien malgré lui, Séguy confirme que nous sommes dans la bonne voie en dénonçant impitoyablement toute bureaucratie syndicale, que nous sommes dans la bonne voie en exigeant que — pour toutes les questions importantes — les travailleurs eux-mêmes et non leurs délégués décident, que nous sommes dans la bonne voie en imposant la tenue fréquente de véritables assemblées générales du personnel, en imposant que chaque dirigeant syndical soit constamment responsable de ses actes devant l'ensemble des travailleurs.

Le discours de Séguy, c'est enfin la double inquiétude du dirigeant syndical et du dirigeant communiste devant les premiers résultats de l'implantation en milieu ouvrier et paysan du P.S.U. Mais l'inquiétude de Georges Séguy c'est, pour nous, l'espoir qu'un changement est désormais possible. A cet égard, les prochaines assemblées « ouvriers-paysans » du P.S.U. peuvent être d'une importance décisive.

CETTE AFFICHE, conçue par la Commission Nationale de Propagande, est actuellement disponible.

avec le PSU
pour mettre la municipalité
au service de la lutte
des travailleurs



9 rue Borromée, Paris 15

Supplément à « Tribune Socialiste » numéro 487.



Caractères blancs sur fond rouge.

Format : 0,86 x 0,58 m.

Les sections et fédérations peuvent passer commande, avec le règlement, à :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
PARIS 15^e

C.C.P. : 58 26 65 PARIS

Prix : 0,15 F l'unité

A chacun selon sa pente ?

Christian Leucate

L'importance politique de la scission de la Ligue communiste ne se mesure pas à la faiblesse apparente de la minorité : 200 à 300 militants, essentiellement parisiens et étudiants.

En effet, les désaccords immédiats (1) qui ont conduit à sa condamnation puis à son départ concernent l'attitude de la Ligue à l'égard du Secours Rouge (réticences par rapport à la manifestation de la Place Clichy, consécutive aux grèves de la faim), des municipales (appel au vote P.C.F. au second tour), des luttes ouvrières (réserves à l'égard des séquestrations). Sur tous ces points, les erreurs sectaires de la Ligue alimentent sérieusement la critique, mais la condamnation sans nuance par la minorité de son « cours droitier » fait perdre à cette critique beaucoup de sa clarté :

● Sur les municipales, que s'agit-il de condamner, le principe même d'un vote P.C.F. ou le fait de ne s'être pas donné au préalable les moyens politiques de dénoncer les illusions de la « gestion démocratique et sociale » ?

Pour sa part, le P.S.U. a cru devoir affirmer qu'à condition que le courant révolutionnaire sache clairement affirmer à l'occasion du premier tour son projet stratégique, le vote P.C.F. au second tour, loin d'être une quelconque caution à l'« union de la gauche », restait le seul mot d'ordre intelligible aux masses ouvrières.

● Sur les séquestrations — qu'il est bien sûr hors de propos de « condamner » — ne faut-il pas reconnaître aussi, comme à notre dernier Conseil national, qu'elles représentent parfois une forme désespérée de la combativité ouvrière et qu'il importe moins de leur rendre un hommage abstrait que de contribuer à leur ouvrir le débouché stratégique qui leur fait encore défaut ?

● En ce qui concerne le Secours Rouge, considéré par la minorité comme une « organisation transitoire vouée à l'éclatement », le projet est plus explicite : « l'utiliser, au moins à la base, comme la structure d'accueil des actions unitaires les plus diverses », contre la répression mais aussi de soutien aux travailleurs immigrés, de lutte contre les expulsions, etc. Il est vrai que la Ligue s'est jusqu'à présent étroitement limitée au sein du S.R. à l'application des campagnes nationales de propagande ou à la dénonciation antifasciste sans rechercher une intervention fondée sur les cas concrets, locaux, de répression patronale ou policière. Mais, l'alternative de la minorité ne risque-t-elle pas d'encourager les tentations de nombreux militants gauchistes à faire du S.R. un substitut au Parti révolutionnaire au dépens de sa construction durable comme organisation de masse nécessairement ouverte à des couches politiques beaucoup plus larges ?

Une semblable ambiguïté caractérise les désaccords politiques plus profonds formulés par la tendance minoritaire depuis le congrès constitutif de la Ligue (où son opposition s'était, notamment cristallisée sur le refus d'adhésion à la IV^e Internationale) :

● Sans reconnaître le maoïsme comme une « alternative stratégique », la minorité entend dépasser l'utilisation dogmatique et stérilisante faite de l'héritage trotskyste dans l'analyse de la crise du mouvement communiste international. Il s'agit pour elle de resituer les déformations proprement politiques de la société soviétique (la « bureaucratisation ») non plus comme une « dégénérescence de l'état ouvrier » mais dans une analyse globale de la lutte de classes qui se développe sur la base des rapports sociaux de production, hérités du stalinisme. En ce sens, la minorité entend tirer toutes les leçons de la révolution culturelle

chinoise, considérée d'ailleurs comme « une expérience historique encore inachevée et marquée à certains égards par les séquelles stalinienne ».

● La minorité met également en cause la conception que se fait la Ligue de son rôle dans la construction du parti révolutionnaire, en se posant « a priori » comme le « noyau dur » de la future avant-garde et en subordonnant le développement du mouvement de masse aux objectifs de son propre renforcement organisationnel :

— pratique des « comités rouges » en milieu étudiant ;

— action à l'égard du mouvement syndical sur le thème de la « démocratisation de la C.G.T. » privilégiant la mise en cause de l'appareil par rapport à la lutte idéologique et à la formulation de propositions stratégiques ;

— fusion avec L.O. n'ouvrant guère de possibilités d'action commune et réduite à une absorption d'appareil sous l'égide de la IV^e Internationale...

Ces critiques importantes, formulées à l'égard de la Ligue, ne définissent pas à elles seules une alternative. Malgré sa référence à « un certain léninisme » et les distances prises à l'égard de la stratégie de V.L.R., le nouveau groupe « Révolution », ex-minorité de la L.C., n'échappe pas totalement aux tentations de type spontanéiste.

Selon lui, la responsabilité principale des militants révolutionnaires est de contribuer à la construction d'une « avant-garde large » assurant la fonction des groupes existants et des éléments combattifs qui émergent à l'occasion des luttes les plus dures menées dans les entreprises, les quartiers, l'université, les lycées... Mais il donne de cette perspective incontes-

tablement juste, une interprétation largement volontariste, diluant les problèmes spécifiques d'organisation de cette avant-garde et surestimant la combativité et le degré d'autonomie atteint par l'ensemble des masses ouvrières à l'égard des organisations traditionnelles. C'est, sans doute, ce qui explique que la dénonciation de « l'opportunisme », le conduite à rejeter en bloc toute politique de « front unique » à l'égard du P.C.F. et dans les entreprises « à se donner pour objectif immédiat : l'expression autonome des révolutionnaires », c'est-à-dire, la généralisation de « comités de base » (censés se construire sur une base de masse ?) en négligeant la lutte idéologique à mener au sein de l'organisation syndicale.

Sur cette base, les initiatives politiques de « Révolution » risquent de n'avoir dans l'immédiat qu'une portée limitée. Concrètement, la proposition d'un « Front de la Gauche Révolutionnaire » cherche surtout à structurer, au niveau de « coordinations politiques », les actions communes déjà engagées avec V.L.R., la Voix Communiste et les éléments du P.S.U. les plus proches de ces groupes, autour de trois axes :

— les nouvelles structures de masses du milieu étudiant (comités de lutte, comités S.R.) ;

— les initiatives, notamment celles de V.L.R., à l'égard de la jeunesse et des lycéens ;

— les nouvelles orientations développées au sein du Secours Rouge.

De telles initiatives, ne pourront être sérieusement discutées qu'en référence à nos perspectives stratégiques propres.

(1) Voir à ce sujet la « lettre ouverte » émanant de militants minoritaires de Nanterre, dans « T.S. » n° 485.

PROGRAMME

D'ACTION

DU

PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

janvier 1971

Les textes votés au Conseil National des 22, 23 et 24 janvier 1971, sont réunis dans cette brochure de 64 pages.

Adressez vos commandes, accompagnées du règlement, à :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Prix de vente : 1,50 F l'unité.

Aux sections et fédérations, par dix exemplaires : 13,00 F.

Fêtons la Commune

J. L. Auduc



L'armée qui rétablit l'ordre.

A.F.P.

Chacun fêtera à sa manière le centenaire de la Commune. Pour les uns, à coups de grenades contre les militants révolutionnaires, et à coups de décrets maintenant le Conseil de Paris sous la tutelle du pouvoir.

Pour d'autres, à coups de bulletins de vote, d'unité de la gauche et de « démocratie avancée ».

Et pourtant comme le combat des communards est actuel ! Le pouvoir aux travailleurs, la démocratie de masse, mis en pratique par les communards sont encore aujourd'hui au cœur des luttes, des revendications des travailleurs.

C'est cela que nous devons célébrer et non pas comme le feront certains, de grands ancêtres barbus, certes sympathiques, mais un peu aventuristes, cependant peu dangereux puisque lointains et morts.

Il ne s'agit donc pas de s'en tenir à des oraisons funèbres sur la Semaine sanglante et sur son échec. Il s'agit bien plus de tirer les leçons, les bilans de la Commune de Paris.

Actualité de la Commune

Et pour ces bilans, ces leçons, les révolutionnaires sont les mieux placés, compte tenu de leurs pratiques quotidiennes de luttes dans les entreprises, les quartiers, les facultés. Ils sont les mieux placés pour placer ses leçons sur leur vieux terrain : l'actualité de la Commune.

Actualité du problème de la nature de l'État et de sa destruction, au moment où le P.C.F. qui se prétend dans la lignée des communards, abandonne la notion d'État de classe pour s'en tenir à une politique d'occupation « démocratique » des rouages de celui-ci.

Actualité de la démocratie directe de masse au moment où de Faulquemont à Férodo, les assemblées de travailleurs se prononcent pour des actions offensives, y compris contre leurs directions syndicales.

Actualité du débat sur la violence de masse, au moment où à Puteaux les C.D.R. abattent un travailleur socialiste, où les brigades spéciales tentent d'assassiner Richard Deshayes, où Tomasini fait des déclarations de style fasciste, et où la peste brune, Ordre Nouveau, prétend organiser un grand rassemblement, protégé par la police, le 9 mars.

Pour les révolutionnaires, fêter la Commune, c'est donc voir l'actualité, la présence de la Commune, dans nos luttes, nos combats quotidiens.

Présence de la Commune

En fonction de cela, une série d'articles dans les semaines qui viennent évoqueront la présence de la Commune dans les contrats quotidiens ouvriers, paysans, étudiants, etc.

Et quand nous parlons de célébration de l'anniversaire de la Commune, il est évident que ce n'est pas le 28 mai qu'il faudra la célébrer, mais dès sa naissance le 18 mars.

18 mars 1871- 18 mars 1971

100 ans après la prise des canons à Montmartre par le peuple de Paris, c'est entre les deux tours des municipales que se situera cet anniversaire :

— de municipales, où le courant encore hégémonique sur la classe ouvrière ne propose que la « démocratie avancée » ;

— où plus que jamais Paris est tenu en tutelle par le pouvoir U.D.R. ;

— où la répression s'abat sur les militants révolutionnaires ;

— où pour des opérations de spéculation foncière, on chasse peu à peu les travailleurs de Paris qui sont rejetés vers les villes-dortoirs.

Quelle nécessité, au cours de ce combat de présence de la Commune, d'une Commune non pas ravalée au rang des souvenirs pieux, mais bien vivante !

Dès la campagne du premier tour les listes « Paris aux travailleurs » présentées à l'initiative du P.S.U. et de L.O. se sont placées sous le signe de la Commune, en expliquant qu'avant tout ce qui était payant, ce n'était pas le bulletin de vote, mais l'action de masse...

Et quelle plus belle action de masse des travailleurs que la Commune !...

Cela est important, mais ce n'est pas suffisant.

Le deuxième tour des élections : le 21 mars doit être placé sous le signe *Commune de Paris*.

21 mars : Rassemblement populaire

Ce jour du deuxième tour des élections peut être la possibilité d'un vaste rassemblement pour célébrer l'anniversaire de la naissance de la Commune de Paris.

Rassemblement tenu au moment même où la population élira un conseil municipal sans aucun pouvoir à Paris. Quel merveilleux symbole que la célébration de la naissance de la Commune ce jour-là.

Le 21 mars 1871, la Commune commençait à s'organiser, à mettre en place ses institutions, ses comités d'arrondissement, la démocratie de masse.

Il doit s'agir le 21 mars 1971, au moment où les réformistes veulent réduire la lutte à un bulletin de vote de rendre la Commune présente et vivante.

C'est pourquoi les fédérations de la région parisienne du P.S.U. se sont adressées à tous les groupes politiques d'extrême-gauche pour proposer l'organisation d'un rassemblement populaire le 21 mars 1971 pour célébrer l'anniversaire de la Commune.

Rassemblement qui, puisqu'il s'agit de la célébration de sa naissance, ne pourra se faire dans la tristesse et les oraisons funèbres, mais dans la joie, et la fête.

Ce rassemblement serait préparé par un appel public, soutenu par la quasi-majorité du courant révolutionnaire ; sa date et son lieu : le 21 mars à l'endroit même où la Commune fut proclamée et où se dresse le symbole de sa répression, le Sacré-Cœur et la butte Montmartre. Appel qui serait bien évidemment popularisé pendant la campagne électorale des municipales pour mettre le pouvoir dans une situation difficile en cas d'interdiction — car si le pouvoir interdisait le rassemblement, quelle occasion d'expliquer que le pouvoir laisse la population jouer à la politique durant quelques semaines, mais que le pouvoir refuse qu'elle en fasse réellement.

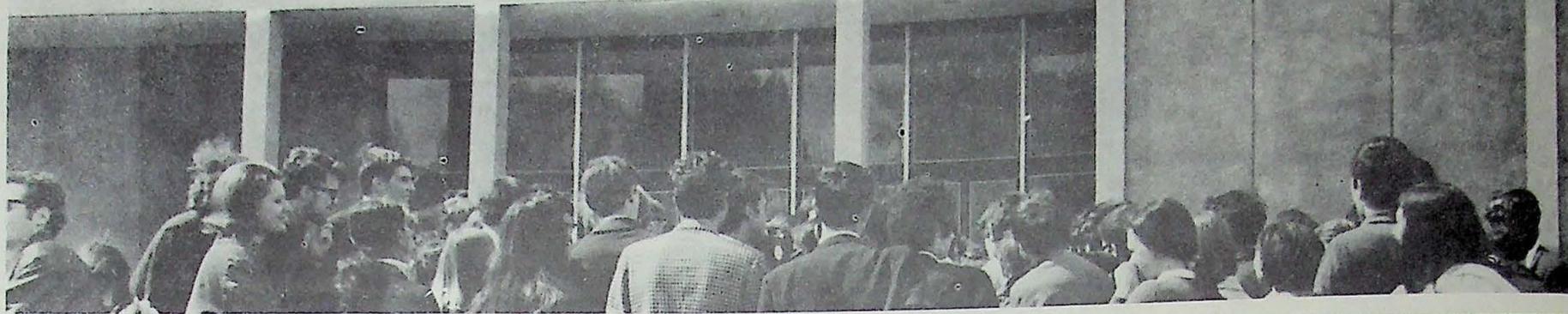
Belle occasion de montrer la peur de la Commune encore aujourd'hui, et de plus comme nous fêterons de toute manière la Commune, le 21 mars et les jours suivants, M. Marcellin prendra-t-il le risque de quadriller Paris par ses C.R.S. et ses brigades spéciales, le jour du deuxième tour des élections ?

Le 21 mars doit donc être l'occasion d'une vaste fête populaire, rassemblant des dizaines de milliers de travailleurs sur la butte Montmartre. Dès maintenant, des contacts sont pris avec plusieurs troupes de théâtres, pour leur demander d'animer, avec les centaines de militants qui se mobilisent déjà, cette fête populaire, dans tous les lieux publics, jardins, places, squares, etc.

Commune vivante !

Non, la Commune n'est pas morte ! Elle vit dans l'actualité de nos luttes, et cette date du 21 mars ne constitue qu'une première étape qui jalonnera nos actions pour que le prochain premier mai de luttes, soit à la hauteur de ce que fut la Commune de Paris. □

luttons étudiantes



Elie Kagan

Brest

Le mouvement étudiant renaît

De notre correspondant

Au début du mois de février, les étudiants brestois apprennent que le ministère et l'administration nationale des œuvres universitaires ont décidé une réforme : la création d'une carte hebdomadaire de repas (douze repas à 1,50 F) et passage du ticket de RU de 1,75 F à 2 F.

Des étudiants calmes

Cette « réforme » avantage à peine 5 % des étudiants brestois. Ceux qui ne prennent que cinq ou six repas au RU par semaine achèteront soit des tickets à 2 F, soit une carte hebdomadaire (avec la perte nette de quatre ou cinq repas).

Il est clair que cette réforme a été proposée dans l'académie de Rennes à cause du calme relatif du milieu étudiant dans cette région. Au mois de novembre, l'AGEB-UNEF-Renouveau de Brest (communiste) avait écrit au conseil général du Finistère pour réclamer des bourses étudiantes, en insistant sur le calme des étudiants brestois (« qui montrent plus d'ardeur au travail qu'à l'agitation stérile de quelques rares éléments gauchistes ») et sur l'absence de toute dégradation dans les unités d'enseignement brestoises.

Au début du mois de février, l'AGEB-UNEF organise un vote dans les RU : « Pour ou contre la réforme ». Bien entendu, la grande majorité des étudiants se prononce contre.

Sur la base de ce vote, c'est le schéma habituel du « grand syndicat de masse » : délégation UNEF-Renouveau au siège régional du CROUS, à Rennes. Aucun résultat.

Des syndicalistes putschistes

Lundi 15 février : De trois à treize militants de « Renouveau » occupent cinq ou six chaises et ta-

bles dans le siège local du CROUS, sans aucune consultation de la masse des étudiants. Le « grand-syndicat-de-masse-défendant-les-intérêts-des-étudiants » utilise donc là les méthodes putschistes ultra minoritaires qu'il reproche si souvent aux groupes « gauchistes ».

Devant cette occupation, l'administration téléphone à De Bennetot, député U.D.R. local qui téléphone au sous-secrétaire d'Etat Billecocq, qui téléphone lui-même au ministère. Le ministère fait de vagues promesses et prétend laisser la décision au C.A. du Crous. Sur cette base, les « Renouveau » hurlent à la victoire, cessent l'« occupation » et démobilisent les étudiants.

Huit jours auparavant, dans une réunion de deux-cents étudiants, un comité de luttes s'était créé. Il décidait de laisser au « Renouveau » une semaine pour « déléguer » et pétitionner à loisir. Les étudiants ont pu juger les résultats !

Par une campagne d'explication, le comité de luttes affirme qu'il ne faut pas se fier à de vagues promesses (surtout en pleine période électorale) ; que le C.A. du CROUS a lieu le 26, soit deux jours avant le 1^{er} mars, date présumée de la mise en place de la réforme, et qu'à cette date les étudiants risquent de se retrouver avec la carte hebdomadaire prévue, sans qu'aucune riposte ne soit possible.

Sur cette base, une assemblée générale est réunie le mardi 16, à 17 h, en fac des sciences, pendant laquelle trois-cents étudiants décident de frapper le CROUS à la caisse (son point faible) c'est-à-dire d'aller manger sans payer le soir même au R.U. du Bouguen. De plus, les femmes de ménage des cités-U exposent leurs problèmes (salaires en dessous du S.M.I.C., pas de statut du personnel, pas de 12^e mois payé, etc.).

Des actions étudiants-personnel sont décidées sur les cités-U.

Des portes et des téléphones bloqués

A notre arrivée au R.U., le gérant refusant de servir les repas, le comité de luttes bloque les files, et un meeting permanent s'organise avec plus de cinq-cents étudiants pour expliquer à ceux qui arrivent le sens de notre action. Tout au long de cette occupation, un amalgame gaullo-fasciste-renouveau essaiera de provoquer en vain. Vers 19 h 30, le gérant arrive enfin à contacter le rectorat (la ligne était « bloquée »). Celui-ci refuse de donner un démenti formel de la réforme. La lutte continue donc.

Malgré une tentative de l'UNEF-Renouveau pour nous mettre le personnel à dos, des discussions s'organisent avec ce personnel. Nos revendications sont les mêmes que les siennes : nous réclamons un tarif unique de repas pour tous. Vers 20 h, l'occupation cesse, une assemblée générale est convoquée pour le lendemain, afin de décider de la suite de l'action.

A cette assemblée (300 personnes) nous décidons de recommencer la même action sur l'autre R.U. (Kergoat). A 11 h 15, nous y arrivons en cortège, pour nous trouver en face de vingt militants « Renouveau », qui ont fait bloquer les portes par le gérant. Après une entrevue avec le personnel (toujours pour mettre fin aux calomnies de l'UNEF-Renouveau) nous nous trouvons dans une situation assez étrange : dans le hall, une dizaine de militants « Renouveau », sur le parvis du R.U. environ deux-cents militants du comité de luttes. Devant le R.U., quinze militants UNEF-Renouveau annoncent qu'ils veulent faire « rentrer les étudiants qui veulent manger ». Ils tentent par deux fois, en vain, d'enfoncer

nos rangs. Nous invitons à la sonne les militants du C.L. de ne pas répondre aux provocations.

Vers 12 h 15, les « Renouveau » pénètrent dans le R.U. par l'entrée du personnel : dans une certaine pagaille, le C.L. essaye de bloquer les files, et les « Renouveau » tentent de faire manger les étudiants (en payant), jouant ainsi le rôle de véritables flics, en essayant de provoquer des heurts que leur sbire Le Bail saura utiliser. En effet, cet individu, dans la rubrique universitaire du « Télégramme », dans la plus pure tradition des journalistes bourgeois, (quoique membre de l'AGEB-UNEF) a déformé le sens des luttes (« minorité gauchiste ») et calomnié les militants, à coups d'articles mensongers.

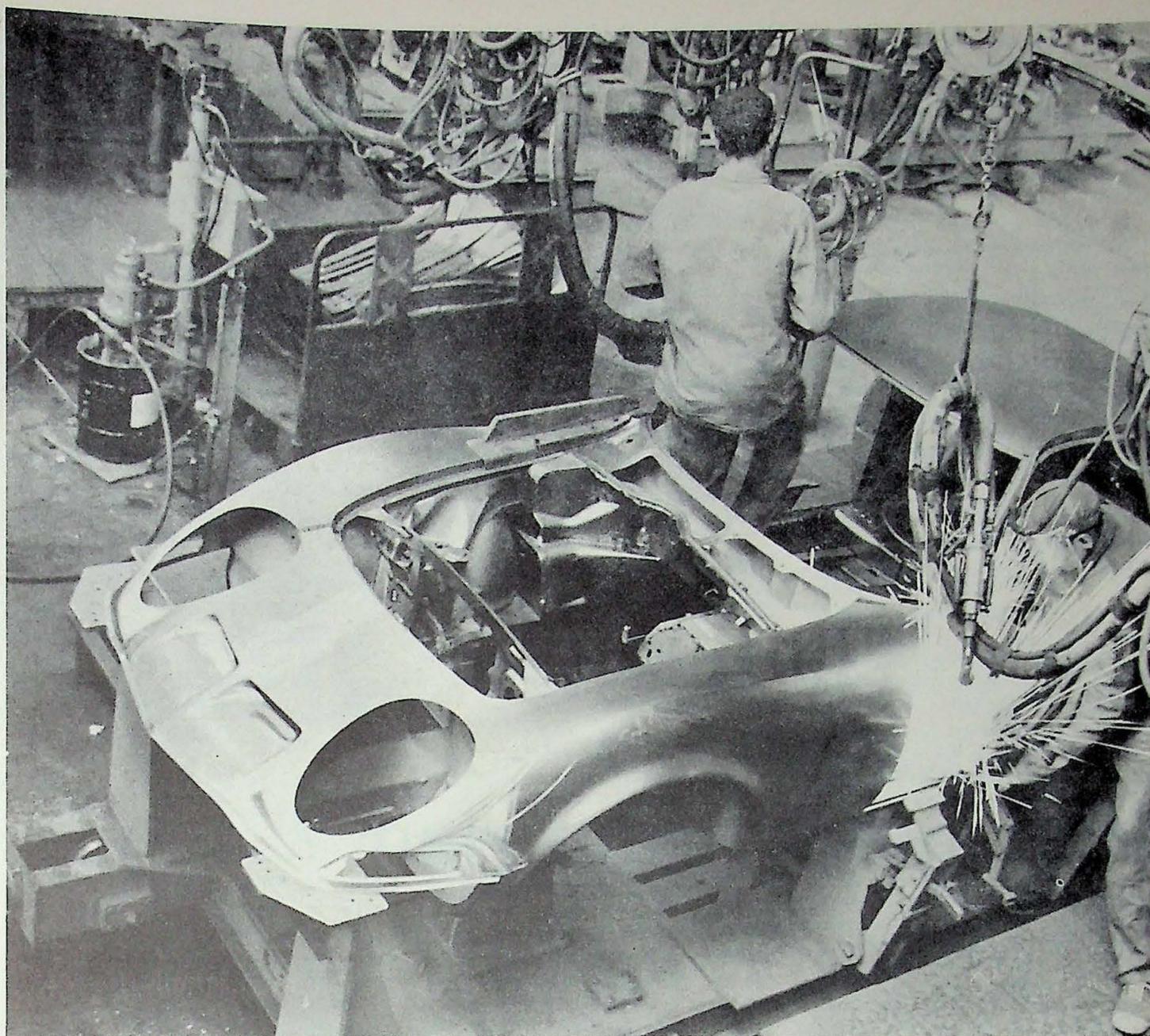
Le renouveau de la calomnie

Pour ne pas transformer le R.U. en champ de bataille, le C.L. tient alors un meeting dans le hall, et propose le texte d'un tract qui sera distribué le jeudi suivant à la population pour expliquer le sens de notre lutte.

Les facultés étant fermées pendant quelques jours (vacances de Mardi-gras) la mobilisation est maintenue par une campagne d'affiches explicatives, jusqu'au 26, jour de la prétendue abrogation de la réforme.

Il est clair que le comité de luttes a su, au long d'une semaine, mobiliser des étudiants jusque-là tenus à l'écart par l'UNEF-Renouveau, qui, se substituant aux masses, se contente de pétitions et de délégations dont on connaît l'effet. Mais cette mobilisation devra être maintenue contre le projet du gouvernement (cautionné en cela par l'UNEF-Renouveau et le SNESup) d'instaurer la sélection dès la 2^e année.

A suivre donc. □



Collombert

Metz

Une ouvrière de Citroën parle

Le 5 février 1971, appelée au bureau de la direction, l'agent de secteur me dit :

« Nous avons bien réfléchi... Vous avez commis une nouvelle faute professionnelle grave... Vous êtes licenciée sur le champ !... Voilà votre compte... »

Licenciée pour faute professionnelle grave ! Après un an de présence !

Comment en suis-je arrivée là !

« Qui peut nous dire si ce n'est pas du sabotage ? » m'a dit après la première erreur de positionnement de pièces ! Sur quelles machines m'a-t-on fait travailler ?

Le 8 janvier, alors que je travaillais depuis six mois dans un autre secteur de l'usine, on me demande (je n'ai pas eu le choix !) de changer à la fois de poste et de secteur ! Ce qui veut dire que je ne verrai plus les copains avec lesquels j'ai travaillé depuis mon

entrée à l'usine. Réaction que j'attendais depuis deux mois... depuis que les militants de la C.F.D.T. sont venus distribuer des tracts à la porte de l'usine Citroën ! Qui m'a dénoncée comme faisant partie de la C.F.D.T. ? Des copains qu'on a interrogé à mon sujet ? Quelqu'un qu'on a acheté « avec de l'argent ». Je n'en doute plus ! C'est un moyen que le patron utilise et devant lequel il ne recule pas... On me fait passer un test en face d'un psychologue pour me faire parler ! Malheureusement, je ne livre rien. Déception de la direction ! Alors, ce sont les corvées qui me tombent dessus ! : Porter au lavage des paniers de pièces qui pèsent parfois 20 à 30 kg... Je ne dis rien... Les copains me disent : « mais râle donc ».

On me change tous les jours de machine... Je ne dis toujours rien... « On arrivera bien à la dégoûter un jour » pensent ceux qui veulent ma démission... Je tiens toujours...

J'arrive à maintenir le « boni » c'est-à-dire le rendement... Toujours intouchable sur le plan professionnel ! C'est ma seule défense ! Tous les chefs avec lesquels j'ai travaillé m'apprécient : « On ne peut rien faire... On n'est rien pour la direction ».

Un jour, il y a de cela un mois, je me fais convoquer et m'entends dire : « Mlle vous êtes une très bonne ouvrière. Vous avez fait vos preuves dans l'usine... Votre production a toujours été bonne... Nous pouvons vous faire confiance... Nous allons vous donner un poste stable vu que vous êtes passée sur beaucoup de machines. Nous avons besoin de quelqu'un de sérieux pour une section de la nouvelle GS... »

J'ai cru, avec toutes ces fleurs, que j'allais passer chef d'équipe. Je ne réagis pas... et j'accepte sachant ce qui m'attendait. Effectivement ! Dans la nouvelle section,



je suis suivie de près par un régulateur spécialisé de Paris qui, après trois semaines... (voyant que je faisais tous les jours le rendement...) me promet trois machines d'homme où « j'irai me crever le cul ». Excusez l'expression, mais elle est textuelle...

— A ces nouvelles machines, où il est impossible de travailler avec des gants... où personne ne fait son boni... le premier jour, à bout de nerfs, je place mal deux pièces... ce qui entraîne un arrêt de la production ! Je refuse de signer le premier avertissement et je m'explique : « Je ne connais pas les machines... le contrôle est délicat, je suis en éducation... l'avertissement est injuste. » Rien n'y fait...

Le lendemain, on me remet sur ces machines... On me suit de près encore... Je suis exténuée...

Le troisième jour, nouvelle erreur... qui amène mon licenciement...

Deuxième entrevue avec la direction où, cette fois, je garde la parole jusqu'au bout :

« Il y a un mois, j'étais une des meilleures ouvrières de la maison... Et du jour au lendemain, il faut m'expulser le plus vite possible sans préavis (ou du moins vous me payez les quinze jours pour que je ne sois plus dans l'usine) !

« Dites-moi pourquoi vous me licenciez, alors seulement je signerai tout ce que vous voudrez ! »

— Vous avez commis des fautes graves... c'est tout !

« Ce n'est pas la raison. Voulez-vous que je vous le dise ? »

« Il y a une semaine, vous avez convoqué une copine et vous lui avez dit :

« Vous connaissez Mlle une telle ? Oui ! — Savez-vous pourquoi on l'a mise là ? Non ! Parce qu'elle est à la C.F.D.T. ! Vous comprenez ! Nous luttons pour que la C.F.D.T. n'entre pas dans la maison ! »

Réponse de la direction : « Ce n'est pas vrai ».

La fille en question m'avait dit de donner son nom pour témoigner... Rien n'y a fait, je n'avais plus qu'à signer.

« De toute façon, je n'aurai pas raison aujourd'hui ! Mais je vous assure que ce n'est pas fini ! Ne croyez pas que la C.F.D.T. restera derrière ses portes... Ce n'est pas de votre argent dont j'ai besoin, c'est de justice ! » Effectivement, on me remettait 3.000 F... pour que je sois contente... pour que je parte...

Au nom de l'organisation syndicale et par elle je fais appel :

— Aux responsables de l'opinion ;

— A tous les syndicats ;

— A tous les mouvements de lutte ouvrière ;

— A toute la population de Metz et des environs ;

— A tous mes camarades de travail

pour que cette répression cesse, pour la liberté syndicale et pour la liberté d'expression.

Unissons-nous pour mener un même combat contre cette politique du patronat qui réduit les hommes à l'esclavage... □

Faulquemont

Une grève pour rien ?

Jean-Yves Romo

Les mineurs de Faulquemont ont repris le travail le lundi 15 février, la rage au cœur. Pendant huit jours, ils avaient occupé le siège de la direction des Houillères du Bassin Lorrain pour un objectif principal : Faire ouvrir le deuxième étage du puits à 960 mètres au fond. Le cartel intersyndical qui les représentait avait organisé un « beau meeting » le lundi 8 à la suite du refus des propositions syndicales par les mineurs. Le cartel intersyndical avait aussi organisé la solidarité sur tout le bassin et dans le Nord et dans le bassin de la Loire. On semblait se diriger vers un conflit de grande ampleur pouvant remettre en cause la politique charbonnière du pouvoir. Pourtant il y a eu échec. Pourquoi ?

La rupture du cartel

Le cartel et une certaine unité des organisations avaient été imposées par le fait que les mineurs de Faulquemont avaient au départ refusé toute manœuvre d'appareil. Ils avaient dit : « Vous êtes avec nous ou vous ne l'êtes pas. » Il y avait eu unité à la base des militants. C'est ce qu'ils firent comprendre encore le lundi 8, lors du meeting intersyndical lorsqu'ils exigèrent qu'on donne la parole à Bastian, responsable C.F.D.T. à Faulquemont même. Juste avant ce fait les secrétaires et permanents fédéraux s'étaient efforcés d'expliquer le caractère « digne » de la grève des mineurs.

Le cartel s'est écroulé comme un château de cartes dès le mardi 9 (après-midi) lorsque la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. annoncèrent leur

intention de signer l'accord proposé par le patronat. Cet accord prévoyait :

— la poursuite de la production jusqu'en 1975 au lieu de 1973 ;

— l'exploitation par aval-pendage (qui tiendrait lieu de descente d'étage pour la période considérée) ;

— la garantie contre tout licenciement et la suppression des mutations autoritaires ;

— l'engagement formel des H.B.L. de participer à l'industrialisation de la région de Faulquemont ;

— un certain nombre de garanties (choix, contrôle syndical, maintien d'une rémunération identique) sur les mutations.

La C.G.T. et la C.F.D.T. et les mineurs de Faulquemont ne pouvaient accepter cet accord qui était surtout un marché de dupes.

1) La promesse de maintien de la production n'offre aucune garantie par le fait que le patronat pouvait continuer et accélérer les mutations consenties. (On a vu ainsi beaucoup de mineurs céder à des primes « spéciales » très alléchantes et quitter la mine. A La Mure, dans l'Isère, ce procédé est très usité).

Or que devient une mine si peu à peu les mineurs s'en vont ; que peuvent faire des syndicats contre des mineurs qui s'en vont de leur propre gré ?

2) Les H.B.L. peuvent-elles s'engager à une politique d'industrialisation alors que l'on sait que dans ce système pourri la création d'industrie dépend d'abord du bon

vouloir de messieurs les capitalistes ?

Pourtant le lendemain matin, mercredi 10, la C.F.T.C., la C.G.C. et F.O. (après une pseudo-commission exécutive improvisée) se décidaient à signer cet accord. 4.000 mineurs étaient là le mercredi après-midi à 16 heures sur la place de la sous-préfecture de Forbach. Dans la sous-préfecture des flics partout.

Les négociateurs C.G.T. et C.F.D.T. rentraient par la porte principale, les F.O., C.G.C. et C.F.T.C. rentraient protégés par un groupe de C.R.S. A 18 heures, après deux heures d'attente dans un froid glacial, la C.G.T. et la C.F.D.T. au cours d'une suspension de séance annonçaient que les autres allaient signer. Les mineurs se retiraient. Ceux de Faulquemont retournaient à la direction et en colère, ils cassaient le dixième étage, les bureaux du directeur. A 19 heures, la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. signaient cet accord de collaboration de classe.

Le lâchage

Les responsables de ces syndicats n'allèrent même pas au-devant de leurs responsabilités. Après avoir signé, appelé à la reprise pour le jeudi matin, ils ne se présentèrent pas sur les puits. Ils auraient été lynchés. Ils avaient poussé la trahison jusqu'à accepter l'ultimatum de Morandat (directeur des Charbonnages) : « Si la reprise a lieu jeudi 11 au matin, les journées de grève seront payées à 50 % ». Acceptant cette division des travailleurs, les bonzes de

F.O., C.G.C. et C.F.T.C., le lendemain, ne l'ont même pas défendue sur les puits. Le jeudi matin pour protéger ceux qui reprenaient, les C.R.S. stationnaient sur les puits (jamais vu dans l'histoire de la lutte des mineurs !).

La division accomplie, la C.G.T. et la C.F.D.T. continuèrent un baroud d'honneur le jeudi et appelaient à la reprise pour le vendredi matin.

Les fossoyeurs ont-ils gagné ?

Les mineurs de Faulquemont ont fait une grève politique et ils l'ont proclamé. Ils ont créé avec le pouvoir un rapport de forces que le cartel intersyndical, puis la C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont pas assumé. La volonté politique (Faulquemont ne fermera pas et le deuxième étage sera ouvert !) des mineurs n'a pas eu de relais politique. Les limites du jeu syndical et à plus forte raison du cartel ont été mises en lumière. Il y avait à Faulquemont deux type d'acteurs : ceux qui occupaient la direction et voulaient se battre contre le pouvoir et ceux qui négociaient. Deux fois, les grèves suivies de négociations ont échoué : (l'échec de la grève pour la suppression du projet des quatre postes avait été ressentie). Une bonne partie des mineurs de Faulquemont ont compris qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. La troisième grève ne sera pas un échec, si cette leçon est suffisamment expliquée dans tout le bassin. □

Quelques leçons

De notre correspondant

Lundi après-midi, par 880 voix contre 442, les travailleurs de Batignolles ont voté la reprise du travail.

La direction s'est engagé :

- à une augmentation des salaires d'environ 12 % ;
- à la réduction de la durée du travail d'une heure pour les ouvriers en équipe ;
- au paiement des trois jours de lock-out ;
- à l'annulation des deux licenciements à la suite des manifestations de janvier.

C'est un succès dans la mesure où l'objectif premier du mouvement a été atteint, à savoir obliger la direction à négocier un rattrapage des salaires sur ceux de la métallurgie nantaise, et réembaucher les deux ouvriers licenciés. Alors qu'en mai 68 les travailleurs des Batignolles n'avaient obtenu, malgré une prolongation de la grève, que le minimum accordé par le patronat à Grenelle, alors que tous les mouvements avaient échoué jusqu'ici.

Mais ce succès est très relatif. La direction ne paiera les deux jours de congés payés du mois de février que s'il n'y a pas de débrayage dans l'entreprise d'ici juin. La grève a coûté cher aux travailleurs, et tous les problèmes sont loin d'être réglés.

Il faudra faire un bilan de cette lutte. Pour le moment on se contentera d'en aborder ici quelques points principaux.

Que voulaient les travailleurs de Batignolles ?

1) Les travailleurs refusaient le système d'exploitation capitaliste qui les opprime et qui se manifeste en particulier pour eux par des bas salaires : l'alignement des salaires de Batignolles sur ceux de la métallurgie nantaise supposerait une augmentation de 19 %. Et les métallos nantais ne se plaignent pas d'être trop payés, puisqu'en même temps que la grève de Batignolles des débrayages avaient lieu dans d'autres entreprises ;

2) Les travailleurs refusaient la répression patronale, qui s'était manifestée en particulier par le licenciement de deux travailleurs. En même temps ils refusaient le pouvoir patronal qui ne veut pas prendre en considération les revendications ouvrières ;

3) Les travailleurs ont mis à jour la complicité du pouvoir dans la répression (une jeune femme dis-

tribuant un tract décrivant la lutte des ouvriers de Batignolles a été arrêtée et condamnée à deux mois de prison ferme).

Le véritable enjeu de la lutte

Ainsi peut apparaître plus clairement le véritable enjeu de la lutte.

Pour le patronat, il s'agissait de faire rentrer les travailleurs à genoux. Il ne voulait pas paraître céder à la pression ouvrière. Dans cette volonté, le patronat des Batignolles n'était pas isolé : il avait avec lui non seulement la direction du trust Empain-Schneider, mais le patronat nantais et le C.N.P.F. Bien sûr, il y a dans les rangs du patronat de petites divergences sur la marche à suivre et des rivalités internes, mais l'objectif est le même pour tous : ne pas céder à la pression des travailleurs.

— Le pouvoir partage les vues du patronat : il le montre concrètement par la répression. Il est d'accord avec les patrons pour n'accepter la discussion qu'autour des tapis verts et discuter d'augmentation de salaires en quantité mesurée, et surtout ne pas remettre en cause l'oppression constante qui est faite sur les travailleurs. Il veut généraliser la politique contractuelle basée sur les négociations à froid avec les syndicats dans le calme des ministères et des préfectures pendant que les ouvriers travaillent.

— Pour les syndicats, il est clair que ce mouvement mettait en cause les plans qu'ils pouvaient avoir sur un développement harmonieux de la concertation qu'ils acceptent. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la C.G.T., et derrière elle le P.C.F. gêné par un tel mouvement en période électorale.

Quelle a été l'attitude des syndicats ?

Dès le début, la position de la C.G.T. a été claire : la forme d'action choisie était mauvaise ; il fallait reprendre le travail et « poursuivre l'action » par des mouvements tournants. Le délégué C.G.T. de Nantes l'avait encore répété au congrès des métallos C.G.T. La C.G.T. a tout fait incontestablement pour limiter le mouvement :

- démoralisation constante des grévistes,
- refus de coordonner les actions sur le plan régional : alors que des mouvements avaient lieu,

elle a tout fait pour les isoler les uns des autres,

- refus de développer la solidarité au maximum : les grévistes venus à Paris ont visité l'imprimerie de l'Humanité, les réalisations des comités d'entreprise (cantines, bibliothèques...), mais ils n'ont pu avoir de discussions véritables avec la masse des travailleurs ;

- dans les entreprises du trust, la C.G.T. s'est contentée de déclarations ; aucun soutien dans les faits, au contraire : à Imphy (Nièvre) elle a accepté, malgré toutes ses promesses, de signer un accord d'entreprise avec la direction ;

- tentatives incessantes pour faire reprendre le travail : la C.G.T. voulait faire reprendre le travail à partir du moment où le patronat acceptait de négocier, et non pas à partir du moment où il accordait satisfaction aux revendications ;

- limites constantes à l'activité du comité de grève : ses représentants étant désignés par les organisations syndicales, elle a toujours cherché à le mettre sous sa dépendance.

Pourquoi cette attitude de la C.G.T. ? Ceci montre clairement que :

- pour la C.G.T. les négociations sont devenues le but essentiel du syndicat ;

- pour le P.C.F., il ne faut pas effrayer, en période électorale (à Imphy trois délégués C.G.T. étaient sur la liste du P.C.F. aux municipales).

L'attitude de la C.F.D.T. a été différente.

Sur le terrain, les militants de la C.F.D.T. ont cherché à contribuer au maximum à développer le mouvement selon la volonté des travailleurs. C'est bien pourquoi la C.G.T. l'a combattue dès le début, et va chercher à faire retomber le mécontentement des travailleurs sur elle.

Mais au niveau national, force est de constater que la C.F.D.T. n'a pas été en mesure d'apporter à ses militants l'aide nécessaire, d'une part par l'extension de la solidarité et la popularisation de la lutte dans toutes les entreprises, d'autre part par l'extension du mouvement au niveau du trust, enfin en apportant des perspectives claires à cette bataille.

Finalement, comme les mineurs de Faulquemont, les travailleurs de Ferrodo, de Fougères, de Biar-

ritz... les métallos de Batignolles sont les empêchés de tourner en rond.

Mais à travers Batignolles, les limites qu'a rencontrées l'action, on peut voir aussi ce que pourrait être le rôle des révolutionnaires.

Pour une réelle unité, pour une réelle solidarité dans les luttes

- L'unité ouvrière, c'est celle des travailleurs dans les luttes, celle des travailleurs qui se donnent les moyens de leur bataille. Cette unité dépasse l'unité des organisations. Batignolles a montré clairement que ce n'est pas l'unité intersyndicale de façade qui cache les désaccords profonds et ne met pas la conduite des luttes dans les mains des travailleurs.

L'unité ouvrière, c'est celle que seule la démocratie ouvrière peut réaliser à travers les assemblées générales et les assemblées d'atelier déterminant mots d'ordre et formes d'action, à travers aussi les délégués élus par atelier et révocables selon les désirs des travailleurs. C'est d'ailleurs cela le contrôle ouvrier.

- La solidarité ouvrière, c'est la solidarité matérielle mais aussi la solidarité de lutte. Les paysans de l'Ouest l'ont bien compris, eux qui ont participé à l'approvisionnement des grévistes. Les travailleurs d'Harry-Walker (Espagne) aussi qui, dans leur deuxième mois de grève, sont venus voir leurs camarades de Batignolles, ont comparé leur lutte et ont souligné que c'était le même combat.

C'est pourquoi la meilleure forme de solidarité aurait été celle qui aurait consisté à coordonner les mouvements sur la région, à étendre l'action au trust.

Que les organisations n'aient pas pris à charge ce travail n'est peut-être pas étonnant. Mais il apparaît clairement que c'était le rôle des militants révolutionnaires. Ceux-ci, à cause de leurs moyens limités, n'ont pu répondre à ce besoin. Mais le problème est posé et il est urgent d'y répondre.

Il faudra maintenant réunir les travailleurs, tirer avec eux le bilan de la grève, et envisager les perspectives. C'est la tâche à laquelle les camarades de Nantes, après l'activité de soutien aux grévistes qu'ils ont menée en commun avec les militants combattifs de l'entreprise et du quartier, sont en train de s'attacher. □

Des listes variées, partout les mêmes thèmes

Georges Gontcharoff

Depuis son conseil national de Rouen, le P.S.U. a choisi de poser le problème municipal en termes de fond et par là même de refuser le jeu classique qui donne le pas aux dosages des alliances et aux discussions des appareils. Partout nos sections ont tenu à peu près le même langage s'appuyant sur les idées de nos textes nationaux successifs. Partout nos sections s'en sont tenues à ce seul critère pour déterminer l'étendue des listes d'union. Partout les textes obtenus sont sur « une même longueur d'onde », malgré les variantes.

Ce sont les alliés qui changent. Et ce n'est pas notre faute. Ici les mêmes formations — P.C., P.S. par exemple — ont souscrit à nos axes essentiels. Là elles les ont rejetés. De telle sorte que si les textes sont partout sensiblement similaires, l'éventail des alliés change.

A la cohérence de nos positions répond l'incohérence de nos interlocuteurs d'une localité à l'autre.

Nous avons choisi quelques extraits de textes locaux, parmi des dizaines d'autres, pour montrer comme ils se répondent en écho. Et nous avons choisi un éventail d'alliances aussi large que possible pour illustrer la similitude quant au fond : liste d'union populaire (P.S.U., syndicalistes, animateurs locaux) à Bron et Villiers-sur-Marne ; liste avec le parti communiste à Saint-Brieuc (P.S.U., P.C.) à Châtillon-sous-Bagneux (P.C., P.S., P.S.U.) à Rezè-les-Nantes (P.C., P.S.U., P.S.) ; liste sans les communistes à Rennes (P.S.U., P.S.), à Bagnols-sur-Ceze (P.S., P.S.U., C.I.R.), listes élargies à d'autres forces : Grenoble (G.A.M., P.S.U., P.S.), à Valence (P.S.U., P.S., G.A.M., C.I.R.), à Orléans (P.S.U., G.A.M., C.I.R., Objectif 72) ou à Chambéry (P.S.U., G.A.M., Objectif 72).

Liaison entre la campagne municipale et les problèmes politiques généraux

« Une municipalité socialiste a pour objectif prioritaire de mener sans répit le combat politique contre le pouvoir et la politique capitaliste. Ce combat de classe doit être sans ambiguïté. Il ne peut se contenter de rester sur des problèmes locaux... (Rezè-les-Nantes).

« Il s'agit de savoir si les élections municipales seront :

— un temps fort de la lutte menée par les forces ouvrières et progressistes pour sensibiliser les énergies populaires, pour contrôler le centre de décision public que re-

présente le conseil municipal. En effet, si dans un système capitaliste, une commune ne peut devenir un îlot socialiste, elle peut être un lieu d'entraînement à une gestion démocratique, de formation politique socialiste. Le conseil municipal socialiste doit alors être amené à entreprendre une politique de rupture avec le système » (Bron).

« Il serait illusoire de penser qu'il suffirait que toutes les municipalités soient gérées par des partis se réclamant du socialisme pour que le régime du pays soit transformé.

« Il serait tout aussi illusoire de croire qu'il est possible de mener une politique municipale socialiste dans le cadre d'un système économique et politique resté capitaliste. » (Châtillon-sous-Bagneux.)

Lutte de classe contre le capitalisme et contre l'Etat qui en est l'expression

« Nous luttons contre le pouvoir qui livre l'aménagement de notre cadre de vie à l'anarchie des intérêts privés, qui étouffe les libertés municipales dans le carcan de l'Etat centralisé, qui sacrifie les équipements collectifs aux réalisations de prestige. La bataille municipale que nous engageons rejoint le combat politique contre la bourgeoisie et ses représentants locaux (patrons et notables) pour l'instauration du socialisme et contre la répression (licenciements, mise à l'écart des délégués, sanctions injustes dans l'Education nationale et toutes autres formes de répression). Nous dénonçons l'attitude des municipalités qui font semblant de critiquer sur ces points un Etat qu'elles soutiennent par ailleurs. Nous sommes résolus à poser chaque fois qu'il le faudra ces problèmes politiques en liaison avec les luttes que les travailleurs mènent dans les entreprises. » (Orléans).

...« C'est dire la vanité et même l'hypocrisie d'une prétendue gestion apolitique de la cité : celle-ci est l'apanage de tous les conservateurs.

« Une municipalité socialiste, au contraire, doit s'attacher, non seulement à « gérer », mais aussi à « transformer », notamment par un dépassement des limites actuelles de l'action municipale. Mais cela ne sera vraiment possible que dans le cadre d'une véritable autonomie communale. Dans cette perspective les municipalités socialistes doi-

vent devenir encore plus nettement des foyers actifs d'opposition à la politique de centralisation actuelle » (Bagnols-sur-Ceze).

« Sur le plan municipal l'U.D.R. et ses complices veulent utiliser les collectivités locales pour les livrer aux appétits des puissances d'argent (spéculateurs fonciers, grands promoteurs immobiliers, groupes financiers et bancaires s'intéressant au cadre de vie). En même temps, la tutelle de l'Etat centralisateur s'accroît, même si de fausses réformes tendent à faire croire qu'elle s'assouplit. Cette tutelle est en réalité, par l'intermédiaire des préfets, celle du capital sur des secteurs aussi importants que l'urbanisme, l'implantation des emplois, les équipements de tous genres, l'environnement. Le VI^e Plan aggrave encore cet état de fait et permet aux grands groupes capitalistes la réalisation du maximum de profits en sacrifiant les besoins de la population » (Saint-Brieuc).

Liaison entre la campagne municipale et la campagne cadre de vie

« La ville n'est pas seulement une concentration de logements, d'emplois, de commerces et de services. Elle doit être le lieu où chacun peut s'épanouir, où se développent les relations sociales. L'action municipale doit servir cette exigence...

« Livrée aux initiatives privées, sans projet cohérent et global et selon les lois du marché, la ville s'émiette en ensembles cloisonnés et en fonctions spécialisées.

« Le prix d'un tel mode de développement est alors payé par la dégradation de la vie quotidienne des plus humbles et des travailleurs : pour eux, les logements sont éparpillés à la périphérie, les déplacements s'allongent entre leur domicile et le lieu de travail, les équipements collectifs sont mal accessibles » (Chambéry).

« L'urbanisme jusqu'alors domaine réservé des spécialistes doit être pris en charge progressivement par la population. Le développement de la ville ne doit plus être le fait du hasard ou de pressions occultes ou non, mais la volonté exprimée par une population confrontée quotidiennement aux contraintes d'une certaine forme de vie moderne : communications, transports, logements, lieux de travail, de repos et de rencontre. Cela imposera des choix » (Rezè-les-Nantes).

ÉLECTIONS MUNICIPALES mars 1971

« Le développement urbain réalisé par le capitalisme avec la complicité des élus municipaux s'accompagne des conditions propres à désagréger la conscience de classe pouvant être acquise sur les lieux de production » (Bron).

« La ville est source d'enrichissement pour les promoteurs de la ville, pour ceux qui possèdent, qui spéculent, qui ne s'intéressent qu'à ce qui rapporte..., qui dénaturent le cadre de vie, qui contraignent les hommes au cycle infernal domicile-travail... La ville est, au contraire source d'appauvrissement pour les autres qui subissent la ville. » (Valence).

Soutien aux luttes des travailleurs

« Nous apporterons notre soutien aux travailleurs en lutte contre l'exploitation capitaliste, aussi bien sur leurs lieux de travail ou dans leur vie quotidienne (logements, transports, équipements collectifs) ou pour leur développement culturel (éducation, loisirs, culture).

Pour cela, le conseil municipal apportera un soutien financier aux travailleurs engagés dans ces luttes, il organisera des réunions publiques pour expliquer, à partir d'exemples concrets les mécanismes de l'exploitation capitaliste. Il interviendra directement auprès des employeurs et des Pouvoirs publics pour soutenir les revendications des travailleurs.

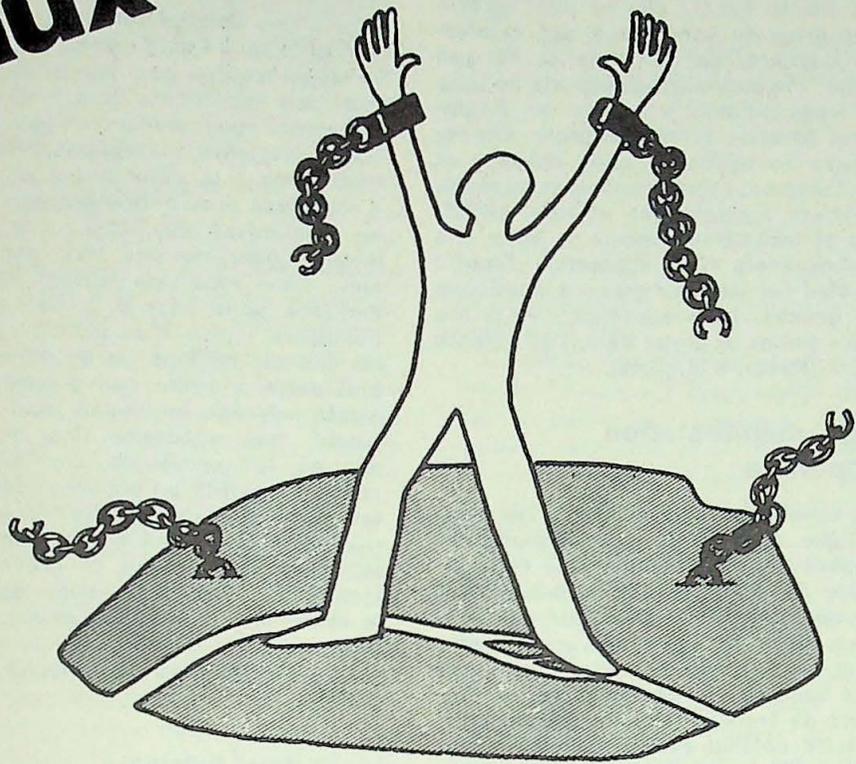
« Les salles municipales seront mises à la disposition des organisations démocratiques et représentatives... Nous nous engageons à permettre l'expression de toutes les opinions politiques, à l'exception de celles de caractère fasciste ou difamatoire » (Châtillon - sous - Bagneux).

Une remise en cause du modèle culturel

« La municipalité s'efforcera de faire de l'école un lieu d'initiative et de prise de conscience des réalités socio-économiques et des modèles culturels dominants.

Plus largement, elle concevra le fonctionnement des équipements socio-culturels comme devant être au service des plus défavorisés et des plus exclus de la culture traditionnelle, et, dans la mesure du possible, elle fera en sorte que ces équipements leur donnent l'occasion et les moyens de se situer par rapport aux contraintes du système socio-économique. » (Grenoble).

PARIS aux travailleurs



A l'initiative du P.S.U. et de Lutte Ouvrière, des listes « Paris aux travailleurs » sont présentées dans tous les secteurs de Paris. Elles tranchent sur les autres listes par un certain nombre de caractéristiques peu habituelles. Elles comprennent un peu plus de 25 % de femmes, 59 % d'ouvriers, techniciens et employés, la moyenne d'âge y est de 31 ans. Mais ce qui est encore plus important, elles mènent une lutte décidée contre le régime imposé à la ville de Paris qui plus qu'ailleurs fait peser sur les travailleurs une discrimination sociale dans le domaine du logement, des espaces verts, de la santé, etc. C'est le point de départ d'une campagne qui ne vise pas que les élections.

Deux mille cinq cents personnes environ à la Mutualité, lundi soir, ont participé au meeting organisé par Lutte Ouvrière et la Fédération de Paris du P.S.U. à l'occasion de la présentation des listes « Paris aux travailleurs » pour les élections municipales. Un meeting très différent d'ailleurs de ceux auxquels la gauche traditionnelle nous a habitués, un meeting militant, studieux même, où l'on a parlé surtout des luttes ouvrières, où l'on a applaudi les travailleurs de Batignolles, où l'on a décrit l'exploitation quotidienne des travailleurs hors de l'usine, où l'on a expliqué la lutte des femmes, celle des jeunes contre l'oppression et la répression. Les « promesses électorales » étaient remplacées par les promesses de luttes, toujours plus dures, mais qui conduiront à l'émancipation de la classe ouvrière, à rendre Paris, la France... aux travailleurs.

*
**

Philippe Simon pour la Fédération de Paris du P.S.U. et Georges Kaldy pour Lutte Ouvrière ont présidé le meeting. Six orateurs, six militants engagés dans les luttes quotidiennes contre le capital ont pris la parole. Tous se présentent à Paris, avec une centaine d'autres mili-

tants sur les listes « Paris aux travailleurs ». La plupart sont jeunes : 89 % d'entre eux ont moins de quarante ans. Les femmes, représentent 25 % des candidats des listes « Paris aux travailleurs ».

**« Paris aux travailleurs »
ce n'est pas une marque
de lancement
d'une campagne !**

André Barjonet, en lançant cette boutade, concluait une longue analyse de la montée des luttes dures dans tout le pays, de l'unité de la classe ouvrière dans la bataille, unité qui est si différente de l'unité électoraliste qu'a passée le Parti communiste avec les notables du Parti socialiste et du Parti radical dans la bataille des strapontins municipaux. Il a mis l'accent sur l'impasse stratégique dans laquelle se trouvent les organisations réformistes. « Qu'est-ce donc la démocratie avancée, Monsieur Marchais ? » « Quel socialisme voulez-vous construire, avec les Defferre et autres Guy Mollet, avec les représentants des petits monopoles contre... les grands monopoles. La ville aux travailleurs, c'est le mot d'ordre qui aujourd'hui surgit des luttes, ce sont les prises de contrôle qui dépassent

ÉLECTIONS MUNICIPALES mars 1971

le cadre de l'entreprise, ce sont les comités d'usagers, les comités de locataires, les associations de travailleurs immigrés qui sont animés par cette idée essentielle : *seule la lutte paie !*

**Les jeunes travailleurs,
les femmes entrent
dans la lutte !**

« Dans les usines, on sait bien que les élections ne régleront rien » Yves Bucas-Français, candidat dans le XIII^e arrondissement, militant à la R.A.T.P., s'en prend à la presse bourgeoise, qui « oublie » les luttes ouvrières qui chaque jour se développent dans toute la France, et qui tente de faire croire à la paix sociale de Chaban-Delmas. Mais à Batignolles les travailleurs pendant six semaines ont été le symbole de la combativité ouvrière actuelle. Batignolles ce n'est pas simplement l'unité des couches populaires : ce sont les paysans qui fournissent le ravitaillement, les associations de quartier qui apportent leur soutien aux grévistes. Aujourd'hui la tâche des militants révolutionnaires, soulignait Y. Bucas-Français, c'est l'unification des luttes éparses que les travailleurs mènent sur leur lieu de travail, c'est la transformation de ces luttes en lutte politique.

« La femme plus que tout autre, esclave du « métro, boulot, dodo », sous-payée, obligée de courir pour « caser les gosses » à la crèche. » Pendant plus de trois quart d'heures Arlette Laguillier et Alain Lipietz (candidats respectivement dans le XVIII^e et le XIII^e arrondissements), ont montré les aspects les plus odieux du capitalisme qui s'acharne sur la ville et sur les gens, qui

arrache les arbres et défonce les jardins publics pour en faire des parkings, qui transforme les terrains de jeu en pelouse interdite, « qui pour maintenir l'ordre, supprime les rues » qui augmente les cadences aux chèques postaux, qui empêche les femmes d'être majeures en les cantonnant dans l'abrutissement de la « consommation ménagère ». Mais aujourd'hui nous devons apprendre à nous battre, pour, demain, imposer notre pouvoir afin de « bâtir une ville où il fera bon vivre » !

**Les révolutionnaires
et les municipales**

Critiquant fermement les organisations d'extrême gauche qui commentent la lutte politique engagée sans y prendre part, un membre de la rédaction de *Lutte Ouvrière* précisa le sens de la bataille politique que se livrent aujourd'hui la droite et les organisations réformistes. Il souligna, par ailleurs, le rôle des révolutionnaires, au cours de ces municipales, dans le contexte de l'anniversaire de la Commune, première expérience révolutionnaire de la classe ouvrière aux enseignements toujours vivants.

La campagne « Paris aux travailleurs » dénoncera l'exploitation du grand capital, utilisera les institutions bourgeoises pour développer l'agitation et la propagande des révolutionnaires.

Mais il est nécessaire aussi d'expliquer clairement quel serait le rôle des « municipalités révolutionnaires » : donner la gestion de la ville aux associations de travailleurs, déplacer les centres du pouvoir des mains de l'administration vers celles des travailleurs, et non faire gérer l'administration au nom des travailleurs. L'affrontement avec le pouvoir d'Etat, inévitable, sera alors une expérience, une maturation politique de la classe ouvrière dans sa lutte pour le socialisme.

Georges Kaldy concluait : camarades, au travail ; et Philippe Simon proposait, dans une courte motion, la première action des listes Paris aux travailleurs : Aller fournir quelques explications aux travailleurs sur les brutalités policières, sur les brigades spéciales lors du « dialogue avec la population » annoncé par les syndicats autonomes de la police parisienne !

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Les manifestations du 21 Février

Rémy Grillault

Londres, dimanche de février doux et ensoleillé. 150.000 travailleurs, venus de tous les coins d'Angleterre, d'Ecosse, du Pays de Galles, d'Irlande du Nord, représentant tous les corps de métier, se rassemblent à Hyde Park.

A 13 h 30, la tête de la manifestation démarre, en direction de Piccadilly et de Trafalgar Square, 3 km. C'est un flot continu, quinze de front, qui occupe les artères du centre pendant quatre heures. Les derniers manifestants quittent Hyde Park à 16 h 15 longent Trafalgar Square, trop plein, alors que le premier meeting s'y termine, se déversent sur les quais de la Tamise où un second meeting est improvisé. On n'avait pas vu pareil rassemblement depuis cette autre manifestation de Hyde Park qui précéda la grande grève de 1926.

Manifestation pacifique

La grande presse parle de « révolution pacifique » (« Daily Mirror »), d'une parade, d'une balade, d'un car-

naval. Les 38 trains spéciaux, les 2 avions spéciaux (venus d'Ecosse), les centaines de cars, les 23 fanfares, les cornemuses : voilà pour la « sortie du dimanche ». Quand on reconnaît qu'il y a là une manifestation de solidarité ouvrière, c'est pour en souligner immédiatement la nature « pacifique », le côté calme, digne, « responsable ». Pas une arrestation. Et la police de féliciter les organisateurs et de rendre hommage aux 1.000 membres du service d'ordre des syndicats. De son côté, Vic Feather (secrétaire général de la confédération syndicale, le T.U.C.) félicite les policiers de leur « encadrement » : 1.000 policiers de service, et quelques 5.000 autres qui n'ont pas quitté leurs cars de l'après-midi. Tout cela à première vue ressemble bien à un spectacle public plutôt qu'à une répétition générale pour une confrontation entre classe ouvrière et gouvernement.

Mais il ne faut pas s'y tromper. Il y a là une mobilisation sans précédent dans l'histoire récente, et bien qu'elle

ait été fermement encadrée et contrôlée par le T.U.C., elle ne peut qu'être une prise de conscience, par la classe ouvrière, de sa force et de son unité - d'autant plus importante que la fragmentation syndicale en Angleterre favorise le corporatisme. On retrouve au coude à coude dockers et professeurs, fonctionnaires et mineurs, ouvriers agricoles et acteurs, métallurgistes et techniciens, même la ligue des homosexuels (Gay Liberation Front) ; et bien sûr tous les groupes politiques de gauche. Tous scandent : « Kill the Bill » (tuons le projet de loi) et « Heath out » (Heath, à la porte).

Une manifestation populaire

Les mineurs sont en tête : fait symbolique, ce sont eux qui par leur combativité ont mené à la grande confrontation de 1926 qui hante le mouvement ouvrier anglais. Derrière eux, les postiers, dont la première grève entre dans sa sixième semaine : la foule des badauds les applaudit, et les orateurs de Trafalgar Square proclament : « Notre combat est votre combat, notre victoire sera votre victoire. Nous ne reprendrons pas le travail en rampant et n'accepterons pas la pitance qu'on nous offre. » (Tom Jackson, secrétaire général du syndicat des postiers). Sous les applaudissements des milliers de manifestants entassés dans le square, le secrétaire général du T.U.C. réaffirme le soutien du T.U.C. aux postiers (y compris un apport financier de 250.000 livres la semaine dernière).

Le but de la manifestation était de montrer l'opposition populaire à la législation antisyndicale que le gouvernement conservateur veut imposer. La manifestation déborde d'emblée cet objectif limité pour s'en prendre à l'ensemble de la politique gouvernementale : pancartes et cris scandés dénoncent le chômage, la hausse des prix, la politique sociale et salariale. Les discours des dirigeants syndicaux parlent de « D-Day 1971 » (Vic Feather), d'« élections générales pour balayer le gouvernement et le projet de loi » (Jack Jones, T.G.W.U., 1.500.000 adhérents). Mais surtout, Hugh Scanlon, président de l'énorme confédération de la métallurgie (A.U.E.W., 1.300.000 adhérents) appelle à l'action directe, « la dernière arme qui nous reste », annonce les deux premières journées de grève (1^{er} mars et 18 mars) décidées par son syndicat, fait appel à la solidarité des autres syndicats et de tous les travailleurs, et proclame : « le 18 mars ne sera pas le point culminant, mais le point de départ du combat réel contre cette loi » - d'autant plus significatif qu'il s'agit là d'un défi lancé en public à la majorité conservatrice qui domine le conseil général du T.U.C. qui, le 18 mars, doit se réunir pour décider d'une ligne d'action non militante.

Le retour au militantisme

Il est beaucoup trop simple d'interpréter la manifestation du 21 février comme un effort gigantesque déployé par le T.U.C. pour « démobiliser » la

classe ouvrière en lui permettant de « lâcher la vapeur » pour mieux l'intégrer à une politique antimilitante. Bien sûr, la Grande Manif comme on l'appelle déjà, montre que les troupes ont obéi aux directions, et que l'Etat ne se sentait pas menacé - puisque le T.U.C. assumait la responsabilité des opérations : le déferlement populaire a été toléré avec bonne humeur. Mais au sein même du T.U.C., il y a une tension pour ne pas dire une scission. Trois syndicats suivent déjà les métallos dans l'appel à des grèves politiques - plus d'un million et demi sur les dix millions de syndiqués ; et tout porte à croire que d'autres syndicats suivront, au niveau local ou régional, par nécessité (les entreprises où les syndiqués de l'A.U.E.W. sont en majorité ou occupent des postes clefs ne pourront plus tourner) ou par solidarité. Il ne s'agit pour l'instant que de journées de grèves isolées, mais c'est un pas important vers le retour à une tradition militante détruite par la répression de la grande grève de 1926 et le défaitisme qui suivit.

Vers la véritable confrontation

Les prochains tests sont les journées de grèves du 1^{er} mars et du 18 mars : dans quelle mesure les travailleurs ignoreront-ils les consignes de leurs directions pour suivre les métallos dans leur grève ? Quelle sera la réaction populaire aux directives très modérées que proposera sans doute le conseil général du T.U.C. au sortir de sa réunion extraordinaire du 18 mars ? Quelle influence exercera, d'ici là, la situation sociale de plus en plus tendue (grèves des postiers et chez Ford ; autres mouvements de grèves ? Développements de l'affaire Rolls Royce ? Nouvelles faillites qu'annoncent des rumeurs de la « City » ?). Il ne manque pas d'événements qui peuvent précipiter une crise. Et il n'est pas impossible non plus que le gouvernement cherche à provoquer par son intransigeance, une grève générale qu'il se sentirait prêt à écraser. Le 21 février n'a pas été une « confrontation » réelle entre les travailleurs et le gouvernement. Mais c'est un avertissement sérieux.

Les militants ne sont guère enchantés à la perspective de la solution électorale d'une crise : un gouvernement travailliste ramené au pouvoir par une vague populaire renoncera-t-il à sa propre politique des revenus qui l'avait totalement déconsidéré aux yeux des travailleurs ? Si la combativité ouvrière déborde les organisations traditionnelles, et cela n'est plus impossible, l'issue de la situation ainsi créée est incertaine, par manque d'une direction politique ferme.

Enfin, si les directions « tiennent leurs troupes », la véritable confrontation est reportée à la période de la mise en application de la nouvelle loi : la majorité des syndicats ayant annoncé son refus de coopérer à la mise en application de la loi, il reste à voir quelles mesures coercitives seront appliquées. □

D.P.N.

Soutien à la résistance palestinienne

La Direction politique nationale du P.S.U. assure le peuple palestinien en lutte et ses organisations de résistance unifiées au sein du C.C.L.P. de son soutien total.

Il considère comme intolérables les pressions de toutes sortes qui s'exercent aujourd'hui sur le mouvement palestinien pour le contraindre à accepter les conditions d'un « règlement politique » qui ne serait, dans les conditions actuelles, qu'une liquidation pure et simple de la résistance populaire. Le P.S.U. s'opposera à tout « accord de paix » fondé sur une nouvelle répartition des zones d'influence au Moyen-Orient, répartition dont le peuple palestinien ferait les frais, comme le peuple grec fit et fait encore les frais des accords de Yalta, en 1944.

Le P.S.U. met en garde les progressistes européens contre les solutions fondées sur l'existence d'un Etat-croupion palestinien, soumis au contrôle politique de la Jordanie féodale et à l'hégémonie économique de l'Etat d'Israël. Cet Etat fantôme ne saurait que servir de voie de pénétration à l'influence économique de la bourgeoisie israélienne, agissant comme relais de l'impérialisme américain dans l'ensemble des pays du Moyen-Orient qui échappent encore à son contrôle et utilisant des fractions des bourgeoisies nationales arabes.

« La zone de paix Moyen-Orientale » ne serait en fait que la zone

de prospérité de l'impérialisme américain, des gisements pétroliers du Golfe aux ports pétroliers de la Méditerranée orientale, garantie par la répartition de sphères d'influence des deux grandes puissances mondiales.

Le P.S.U. attire l'attention des mouvements progressistes et révolutionnaires du monde entier sur le fait que le Moyen-Orient, principal producteur de pétrole du monde, est appelé à devenir un des points essentiels d'affrontement avec l'impérialisme mondial, et que la résistance du peuple palestinien n'est qu'un aspect de cet affrontement. La lutte anti-impérialiste au Moyen-Orient concerne directement tout autant les peuples iraniens, turcs et grecs que les peuples arabes de cette région. De même les peuples des pays riverains de la Méditerranée sont directement intéressés par l'élimination des bases militaires et économiques de l'impérialisme.

La D.P.N. mandate son bureau national pour rechercher dans l'esprit de la conférence des forces anti-impérialistes de Rome (mars 1968) et des interventions de sa délégation au symposium international sur la Palestine, tenue à Koweït du 13 au 17 février 71, la création d'un véritable front commun de lutte anti-impérialiste au Moyen-Orient et en Méditerranée. □

Un procès oublié

Les agissements fascistes en Espagne ces derniers temps ont provoqué chez les démocrates et travailleurs de France et d'ailleurs une indignation exprimée par de puissantes manifestations de rues et d'autres démonstrations qui ont désarmé Franco et sauvé les militants basques à Burgos. Presque au même moment, dans les conditions exactes de Burgos, des hommes de paille, choisis pour leur irresponsabilité par le capital français, traduisaient, après les avoir torturés, des résistants et militants upestes et d'autres citoyens camerounais devant un « tribunal militaire » à Yaoundé. Comme à Burgos, six peines de mort demandées ; comme à Burgos, six condamnations à mort prononcées.

Surveiller tous les Burgos

Mais pendant qu'à Yaoundé ces irresponsables se préparaient à allonger la liste de leurs crimes, nous avons constaté avec une vive irritation que les démocrates et les travailleurs n'ont rien entrepris pour désarmer les apprentis fascistes qui, pourtant, menaçaient publiquement la vie de Ouandié et d'autres militants de l'U.P.C., alors que pour Burgos la solidarité s'était si vivement exprimée !

Cette solidarité militante avait prouvé son efficacité dans le cas de Burgos ; elle était la seule instance habilitée à juger Ouandié et d'autres camarades faits prisonniers sur le champ de résistance au Cameroun. Le camarade Ouandié lui-même devait le savoir, car même s'il a parlé sous d'insoutenables tortures, comme il l'a reconnu en militant honnête, il a, en révolutionnaire exemplaire et avec une dignité de combattant, refusé au cours du « procès » de parler aux vulgaires, à ces « juges » qui, de toute évidence, et n'en déplaise aux « observateurs internationaux... », n'étaient là que pour exécuter les ordres et annoncer, en simples commis, l'intention d'assassiner Ouandié. Dès lors que cette intention était claironnée d'une façon outrageuse et proprement provocante, seule cette solidarité était une force capable de désarmer les assassins. Elle ne s'est pas manifestée, et Ouandié a été assassiné avec les camarades Fotsing et Tabou.

Pour entretenir la terreur instituée depuis 1955, cet assassinat a eu lieu sur la place du marché de la ville de Bafoussam, en présence de toute la population obligée d'y assister !

Solidarité limitée ?

On a dénoncé ici les tortures au Brésil, on s'est ému ici pour des têtes coupées aux morts de la résistance au Cambodge ; mais personne, ici, n'a parlé du régime de terreur entretenu au Cameroun par la France depuis 1955 ! Personne n'a parlé ici des gens qui vivent aujourd'hui au Cameroun avec les oreilles arrachées ! Personne n'a parlé des têtes coupées,

non pas seulement aux morts, mais aux vivants de la résistance au Cameroun.

Les tortionnaires ont arraché la tête aux camarades O. Afana Mandeng et autres prisonniers, alors qu'ils étaient encore vivants. Il y a dans des villes et villages du Cameroun des places dites de « têtes coupées » parce que l'armée assaillante y expose à chaque « retour d'opération » des têtes coupées à l'intention de la population qu'il faut terroriser pour exploiter.

Ce silence est d'autant plus curieux que la France est responsable de ce qui se passe au Cameroun, directement responsable de cette terrible répression dont le bilan, rien qu'en morts, s'élevait déjà à deux cent mille en 1960.

Certaines personnes, de bonne foi sans doute, se doutant qu'il se passait quelque chose au Cameroun, ont semé une confusion accablante : au moment où, à Yaoundé, les commis assassins affichaient la menace contre les militants camerounais, des motions et des « appels à la clémence » ont été rédigés et envoyés non pas à Pompidou, la France étant souveraine au Cameroun, mais à Ahidjo qui n'a nul « droit de grâce » au Cameroun, étant lui-même « président » par la seule grâce de la France.

Le livre noir de la « coopération » française

Seule la France est responsable de ce qui se passe au Cameroun. Si elle peut aujourd'hui transmettre ses ordres de condamnation à mort par ses juges » camerounais, elle reste toujours l'exécutante, et c'est l'aviation française qui a transporté les résistants camerounais du lieu des tortures de Yaoundé jusqu'à Bafoussam où ils ont été assassinés en présence forcée de la population.

Les mystificateurs avaient tout intérêt à envoyer des « appels à la clémence » à Yaoundé et non à Paris ; les gens de bonne foi les ont probablement suivis ; ils auraient pu éviter la méprise. Le gouvernement français est « intervenu discrètement » auprès du fasciste en chef en faveur des militants basques, mais sachant que seule la France a « le droit de clémence... » au Cameroun, il ne s'est pas embarrassé même pour « la pudeur humanitaire » de faire une « intervention » au moins mystificatrice auprès de quiconque.

Pour les « condamnés » du Cameroun, la France ne pouvait intervenir qu'auprès d'elle-même, c'est elle qui avait la décision. Dans ces conditions, les démocrates et les travailleurs de France étaient les mieux placés pour forcer la « clémence » du pouvoir français et sauver les militants camerounais par leurs actions de masse. Ces actions n'ont pas été menées, nos camarades ont été assassinés, et malgré l'expérience d'épreuves, malgré

l'état de deuil qui règne depuis plus de quinze ans, notre douleur est d'autant plus vive que la solidarité militante n'a pas joué pour nous. Mais, contre les esclavagistes, les exploités, nous sommes en droit de bénéficier de cette solidarité.

Au tribunal de l'histoire

Au-delà, il y a tout à faire lorsqu'on pense que dans la France d'aujourd'hui les « informateurs objectifs », pour le besoin de leur cause, réussissent sans aucun mal à présenter l'U.P.C. comme un rassemblement ethnique ! Fondée en 1948 par Ruben Um Nyobé, Félix Moumié, Albert Kingué et Ernest Ouandié, l'U.P.C. est le parti de masse qui mène depuis 1955 la lutte armée contre la colonisation et les forces françaises de pillage pour l'indépendance et la réunification du pays divisé en deux zones d'occupation par l'impérialisme franco-anglais après la Première Guerre mondiale.

Il est à noter que pendant cette guerre, le Cameroun s'était rangé aux côtés des franco-anglais dès 1916 pour chasser les Allemands qui y vivaient alors en maîtres ; une fois l'Allemagne vaincue, non seulement le pays ne retrouve pas la liberté pour laquelle il s'était battu, mais il se trouve cyniquement divisé en zones d'occupation par ses propres alliés franco-anglais et perd alors jusqu'à son unité. Ainsi se sont installés les nouveaux pillards. L'U.P.C., qui reconnaît les épreuves de cette division et qui recherche l'unité, est présentée comme un mouvement séparatiste !

Un assassinat prémédité

D'après l'« information objective » de la grande presse, Ouandié a été arrêté en pays Mabiléké à côté de Mbanga ! Nous devons tout simplement remarquer que Mbanga est une ville située dans la région de Mungo où les maquis sont effectivement implantés actuellement.

Résolution de la D.P.N

La D.P.N. du P.S.U. assure le peuple algérien de son soutien dans la nouvelle phase de lutte qu'il vient d'engager contre l'impérialisme.

En s'assurant le contrôle de ses ressources énergétiques, le gouvernement algérien poursuit l'achèvement de la libération nationale du peuple algérien. Le peuple français, qui entend lui-même un jour expulser ses exploités capitalistes, ne peut qu'approuver la décision de s'attaquer à l'un des moyens économiques essentiels de domination du système capitaliste mondial.

Le P.S.U. dénonce la campagne de presse laissant croire que la nationalisation des pétroles algériens a des conséquences directes sur le niveau de vie des consommateurs français. Le prix du pétrole est en fait fixé par les capitalistes, la part payée au producteur représentant à peine 7 % du prix de vente.

Mais, en outre, la nationalisation des gisements de pétrole donne aux classes ouvrières européennes l'assurance qu'un régime socialiste accédant au pouvoir en Europe occidentale n'aura pas à supporter un blocus pétrolier imposé par le « cartel » aux mains de l'impérialisme américain.

Depuis 1955, face à l'U.P.C., la France a mené une répression massacrante : Oum Nyobe fut assassiné le 13 septembre 1958 au maquis dont il avait alors la direction ; Moumié empoisonné à Genève en 1960 par Betchel, agent des services français ; hier encore, ils ont fait assassiner Ouandié, allongé ainsi la liste de leurs victimes qui s'élevait déjà à deux cent mille morts en 1960. Lorsque le camarade Ouandié s'est trouvé aux mains de l'ennemi, le problème n'était plus de savoir si le « tribunal militaire » constitué pour le « juger » violerait ou non « les droits de l'homme et de la défense » d'autant plus que la coutume au Cameroun est de massacrer sans jugement, ni de vouloir minimiser ses responsabilités pour le « sauver » car il s'est battu contre les pillards, et devant les pillards il était sans aucun doute « coupable », mais de lui apporter un soutien militant qui, en renforçant sa juste cause, aurait incidemment désarmé ses assassins. « Certains » en ont même été à imaginer que ce soutien ne lui a pas été apporté parce qu'il était Noir ! Il est certain qu'il ne s'est pas battu parce qu'il était Noir ou violet, et que les gens qui répandent un tel contre-chantage moral pour mieux dissimuler leur carence feraient mieux de poser honnêtement ce problème : il serait à craindre que ce manque de soutien ne s'inscrive en rouge au passif des directions des organisations ouvrières qui n'ont rien fait pour mener les masses à l'action ; il est singulier d'accuser les racistes d'autant plus que cela aurait été proprement grossier de demander aux racistes de quelque « race » que ce soit de descendre dans la rue pour le combat de Ouandié.

Camarades, veuillez ouvrir un débat large sur cet assassinat de Ouandié, sur sa lutte pour trouver sous quelle forme vous devez apporter aux militants camarades votre soutien qui manque encore.

Aussi la classe ouvrière française, en particulier, se doit d'aider le Mouvement de libération algérien à étouffer toutes les tentatives de sabotage qui, soit en Algérie même, soit dans les pays acheteurs, ne manqueront pas de se développer. Le P.S.U. pour sa part demande à tous les progressistes et révolutionnaires coopérant en Algérie, ou employés par les entreprises françaises acheminant, transformant ou commercialisant le pétrole algérien, de renforcer leur vigilance pour assurer le succès de l'entreprise algérienne.

Le P.S.U. constate en même temps que la nationalisation justifiée des richesses énergétiques algériennes sanctionne l'abandon par le régime Pompidou de ce que tentait d'être la politique extérieure gaulliste. Le comportement dans les négociations du gouvernement français montre le caractère platonique et mystificateur des proclamations de Pompidou assurant le tiers monde de la volonté de la France de voir revaloriser le cours mondial des matières premières au moment même où il menace de suspendre la coopération culturelle franco-algérienne pour assurer le maintien des profits des compagnies françaises liées au cartel pétrolier.

Pétrole algérien, impérialisme français

Manuel Bridier

La presse capitaliste est en deuil. Mais pourquoi? La nationalisation des pétroles algériens ne fut à vrai dire une surprise pour personne. A travers le déchainement de la propagande anti-algérienne il s'agit donc d'autre chose : il s'agit de masquer la crise générale de l'impérialisme français, l'impasse dans laquelle s'est engagée la politique néo-coloniale.

Partisans nous-mêmes de l'expropriation des monopoles en France, qu'ils soient « français » ou « étrangers », comment n'approuverions-nous pas que l'Etat algérien veuille s'assurer le contrôle de sa principale ressource? Comment n'appellerions-nous pas les militants révolutionnaires à une solidarité avec l'Algérie contre les tentatives de chantage et le sabotage éventuel du capitalisme international?

L'échec d'une stratégie

Mais, par-delà cet aspect immédiat du problème n'est-ce pas toute la question des conflits inter-impérialistes et de leur importance pour le mouvement révolutionnaire qui se trouve posée?

Ce n'est pas seulement en Algérie, c'est dans le monde entier que l'impérialisme français connaît des difficultés croissantes, pris en sandwich entre la poussée des masses populaires ou des bourgeoisies nationales dans les pays qu'il domine et la pression accrue de l'impérialisme américain. Toute sa politique de coopération consistait jusqu'ici à se réserver une chasse gardée, avec l'accord tacite des Etats-Unis. Le développement des mouvements de libération nationale et des revendications populaires introduit dans ces chasses gardées une insécurité permanente (guerre du Tchad, grève des ouvriers agricoles de la Guadeloupe, etc.) au point que les capitalistes français eux-mêmes ne veulent plus y investir qu'avec la garantie du gouvernement.

Dans certains pays d'Afrique, l'impérialisme français trouve dans la bourgeoisie compradore un allié contre ces mouvements populaires. En Algérie, la situation est différente. C'est la seule région de son ancien empire où le capitalisme français soit confronté avec des structures nationales d'Etat, dont le contenu de classe reste ambigu, mais où la couche dirigeante, administrative et technique, s'oppose à la domination étrangère et se trouve, par-là même, sur le plan international, dans le camp des forces anti-impérialistes — comme en témoigne le soutien actif de l'Etat algérien aux guérillas africaines et son opposition à tout « Yalta » méditerranéen.

L'importance de l'Algérie comme client et comme fournisseur de la France a certes obligé l'impérialis-

me français à des attitudes plus mesurées qu'envers ses anciennes colonies mais il serait exagéré de parler, comme on l'a fait, de « relations privilégiées » ou de « coopération exemplaire ».

Personne n'a oublié le rôle de pointe du gouvernement français en général et de l'Elf-Erap en particulier dans la lamentable affaire du Biafra. Il s'agissait tout simplement d'évincer la Shell du Nigeria pour s'assurer le contrôle des gisements pétrolifères nigériens, secondes réserves d'Afrique, pour tenir ensuite la dragée haute aux négociateurs algériens.

L'entreprise ayant échoué, quelques illusions ont fleuri sur la possibilité d'un rapprochement avec la Lybie, après la vente des « Mirages ». Elles sont mortes à leur tour devant les positions nationales du gouvernement lybien.

Tandis que l'impérialisme français accumulait ainsi les déboires, la pression de l'impérialisme principal américain se faisait sentir de plus en plus. Une bourgeoisie nationale vraiment indépendante aurait pu tenter ce qu'essaye le capitalisme japonais : la négociation directe avec les pays producteurs, en acceptant de majorer les prix d'achat pour briser la domination du cartel. C'est d'ailleurs ce que semblaient impliquer les accords pétroliers de 1965, qui plaçaient la négociation sur le plan politique des relations inter-gouvernementales de préférence au plan commercial des rapports entre compagnies fussent-elles nationalisées.

Complice du cartel

Mais le capitalisme français n'a pas voulu ou n'a pas pu jouer cette carte. Ses compagnies pétrolières, y compris la société d'Etat, se sont comportées comme les autres entreprises mondiales, jouant à l'occasion l'Algérie contre le cartel, mais, le plus souvent, alignant leurs positions sur celles du cartel contre l'Algérie.

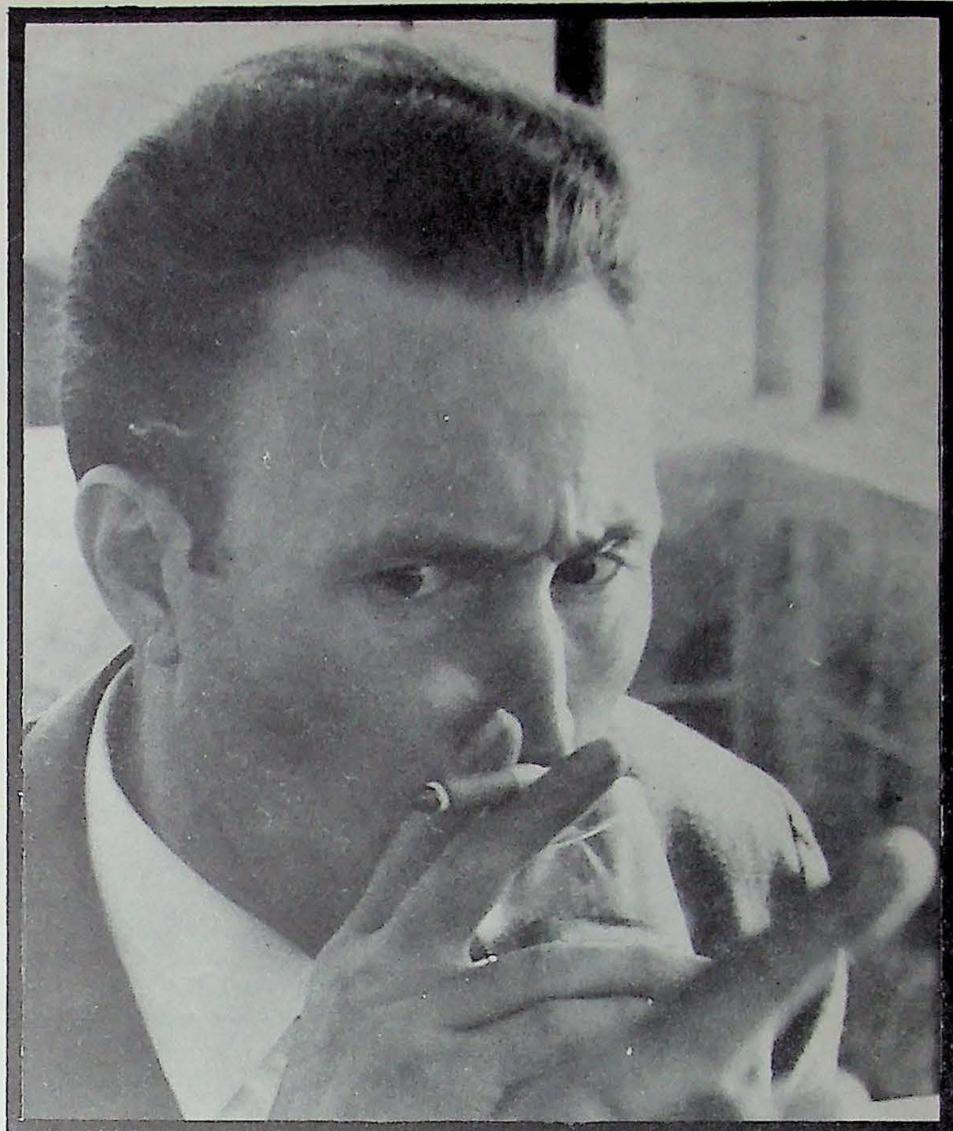
Dans cette bataille, le capitalisme français — étatique et privé — a cherché le soutien de l'opinion publique en brandissant la menace d'une hausse des prix. C'est une fois de plus l'argument de la complicité dans le pillage, de la prétendue solidarité des capitalistes et des prolétaires d'Europe dans l'exploitation du tiers monde.

Il suffit d'un regard aux chiffres pour qu'il ne reste rien de cette argumentation. Il suffit de rappeler comment se décompose 1 franc d'essence payé par le consommateur français :

2,70 centimes pour les frais de production ;

7,90 centimes à l'Etat algérien ;

3,30 centimes pour le raffinage ;



ADNF

6,30 centimes pour le transport ;
26 centimes pour la distribution ;
47,50 centimes de fiscalité pour l'Etat français ;

6,30 centimes pour le bénéfice des compagnies pétrolières.

N'est-ce pas une répartition claire? Au total, ce sont presque les neuf dixièmes du prix de l'essence qui reviennent à l'économie française, dont plus de la moitié à l'Etat. Cette fiscalité à elle seule illustre le caractère typiquement colonial de l'opération. Pourquoi cette fiscalité écrasante est-elle possible sur l'essence, sinon précisément parce que le prix d'achat au producteur est anormalement bas. Ainsi, la plus-value produite par les travailleurs algériens est-elle accaparée par l'Etat français au profit de ses entreprises capitalistes qui peuvent alors bénéficier d'avantages fiscaux... ou de la garantie de l'Etat pour leurs investissements Outre-Mer.

Des nationalisations positives

Les économistes bourgeois expliquent avec le plus grand sérieux que les prix d'achat sur lesquels repose cette exploitation ne sont que la conséquence de lois économiques indépendantes de leur volonté. C'est le sacro-saint équilibre de l'offre et de la demande qui détermine tout cela, comme c'est le marché du travail qui fixe les salaires. Mais quand les salariés s'organisent, quand ils se mettent en grève et que le rapport de forces leur est favorable,

les salaires augmentent sans que rien soit pourtant changé dans l'offre et la demande de main-d'œuvre. Il en va de même pour les prix. Pas plus que les salaires, ils ne dépendent des prétendues lois économiques mais de l'affrontement concret entre les forces sociales.

Les compagnies impérialistes sont aujourd'hui dans une situation défavorable. Les immenses perspectives des gisements de l'Alaska, de la mer du Nord et du golfe de Siam peuvent déjà nourrir des conflits mais n'apportent pas dans l'immédiat une solution aux industries consommatrices.

C'est dans la perspective de ce conflit qu'il faut placer les nationalisations algériennes. En elles-mêmes, elles n'ont pas d'incidence directe sur les prix, sauf si le gouvernement français veut faire payer au contribuable-consommateur les indemnités qu'il versera ou qu'il exigera pour les intérêts capitalistes français. A terme, bien entendu, elles signifient que l'Etat algérien abordera les futures négociations en étant maître de ses ressources.

C'est un fait positif dans la lutte contre l'impérialisme en général et par conséquent dans la lutte du peuple français pour sa propre libération. Solidaire du peuple algérien il doit aujourd'hui être vigilant pour que les capitalistes français — étatiques ou privés — ne fassent pas payer aux travailleurs de France, aux travailleurs du pétrole en particulier, le prix de leurs incohérences et de leur mauvaise politique. □